

00

Bases statistiques et produits généraux

022-1900

Mémento statistique de la Suisse 2019



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Office fédéral de la statistique

Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Renseignements:

Téléphone +41 58 463 60 11

Commandes de publications:

Téléphone +41 58 463 60 60
www.statistique.ch

Explication des signes:

Les points de suspension (...) mis à la place d'un nombre signifient que ce nombre est inconnu, car pas (encore) relevé ou pas (encore) calculé.

Un tiret (-) est utilisé pour la valeur zéro absolu.

Un chiffre suivi de la lettre «p» en exposant signifie qu'il est provisoire.

Abréviations du nom des cantons:

Explications dans le tableau à la page 4.

Chiffres arrondis:

En général, les chiffres sont arrondis à la valeur supérieure ou inférieure, ce qui peut avoir pour conséquence que la somme des chiffres arrondis diffère du total.

Sources:

Les sources ne sont généralement pas citées lors de la reproduction de résultats statistiques.

Les informations appropriées se trouvent sur le portail «Statistique suisse» www.statistique.ch

Editeur:

Office fédéral de la statistique
Section diffusion et publications
Mars 2019. Paraît en français, allemand,
italien, romanche et anglais.

Conception:

Bernhard Morgenthaler †, Armin Grossenbacher

Rédaction:

Etienne Burnier

Graphiques, mise en page:

Daniel von Burg, Etienne Burnier

Cartes:

ThemaKart (OFS)

Traduction:

De l'allemand par les Services linguistiques de l'OFS

Page de couverture:

Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;

Photo: © btwcapture – Stock.adobe.com

Concept graphique:

Roland Hirter, Berne

Numéro de commande:

022-1900

ISBN:

978-3-303-00610-8

Table des matières

Avant-propos	3
Population	4
Espace et environnement	9
Travail et rémunération	11
Economie nationale	14
Prix	16
Industrie et services	17
Agriculture et sylviculture	20
Energie	21
Construction et logement	22
Tourisme	23
Mobilité et transports	24
La Suisse et l'Europe	26
Banques, assurances	28
Protection sociale	29
Santé	32
Education et science	34
Culture, médias et société de l'information	37
Politique	39
Finances publiques	41
Criminalité et droit pénal	43
Situation économique et sociale de la population	45
Développement durable	49
Disparités régionales	50
La Suisse et ses cantons	51

Chères lectrices, chers lecteurs,

Si 2018 a été une année riche en événements à l'OFS, l'année 2019 amène elle aussi son lot de nouveautés en matière de statistiques, notamment dans le domaine politique avec les élections fédérales qui auront lieu au mois d'octobre. Une analyse des forces de partis et des élus sera publiée peu après cet événement. Dans d'autres domaines, des données inédites sur le vieillissement actif ont été diffusées fin janvier, s'inscrivant dans le cadre du programme des Nations Unies sur le vieillissement de la population ; l'enquête suisse sur la santé 2017 permettra de publier en novembre des résultats sur la consommation d'alcool ; la statistique de la pédagogie spécialisée publiera ses premiers résultats au mois d'octobre.

La présente édition du Mémento statistique de la Suisse offre quelques nouveautés par rapport aux éditions précédentes, par exemple le patrimoine culturel bâti qui fait désormais l'objet d'une nouvelle statistique sur les monuments, née à la toute fin 2018 à l'occasion de l'Année européenne du patrimoine culturel. On y distingue les monuments historiques, l'archéologie et les sites construits. Vous en trouverez les principaux résultats dans le chapitre « Culture, médias et société de l'information ». Dans le chapitre « Industrie et services », la nouvelle thématique des entreprises multinationales et filiales étrangères est maintenant illustrée par un nouveau graphique, celle des bas salaires vient quant à elle enrichir le chapitre « Travail et rémunération », et enfin les prestations du transport de personnes et des données plus complètes sur l'aviation civile sont disponibles dans le chapitre « Mobilité et transports ».

Le Mémento est disponible en version imprimée, électronique mais également digitale, afin d'offrir une visualisation adaptée à tous les supports mobiles comme les tablettes et téléphones en particulier. En plus d'offrir le même contenu que la version standard, la version digitale offre quelques fonctionnalités interactives telles que des cartes et graphiques où l'on peut survoler des zones spécifiques pour en faire ressortir des chiffres.

Nous vous invitons également à visiter notre site internet www.statistique.admin.ch sur lequel vous trouverez de nombreuses informations plus approfondies dans tous les domaines de la statistique fédérale sous forme de tableaux, graphiques, publications, cartes ou encore des données interactives permettant de réaliser des tableaux sur mesure. Les infographies ont été actualisées à l'occasion de la parution de l'Annuaire statistique de la Suisse et illustrent chacun des 21 thèmes statistiques.

Je vous souhaite beaucoup de plaisir à découvrir les données les plus récentes sur la Suisse et vous invite également à découvrir notre Annuaire statistique, publié chaque année au même moment que ce Mémento.

Georges-Simon Ulrich

Directeur
Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel, mars 2019

Population résidante permanente dans les cantons, en 2017

A la fin de l'année	Total en milliers	Etrangers en %	Urbaine en %	Densité par km ²	Croissance 2010–2017 en %
Suisse	8 484,1	25,1	84,8	212,1	7,8
Zurich (ZH)	1 504,3	26,7	99,3	905,8	9,6
Berne (BE)	1 031,1	16,2	74,6	176,5	5,2
Lucerne (LU)	406,5	18,4	63,7	284,4	7,7
Uri (UR)	36,3	12,0	88,5	34,3	2,5
Schwytz (SZ)	157,3	21,1	82,0	184,8	7,2
Obwald (OW)	37,6	14,7	27,2	78,2	5,6
Nidwald (NW)	43,0	14,6	50,6	178,0	4,7
Glaris (GL)	40,3	24,1	76,3	59,3	4,5
Zoug (ZG)	125,4	27,9	100,0	605,4	10,9
Fribourg (FR)	315,1	22,5	74,9	197,8	13,1
Soleure (SO)	271,4	22,3	86,1	343,4	6,3
Bâle-Ville (BS)	193,9	36,0	100,0	5 247,8	4,8
Bâle-Campagne (BL)	287,0	22,5	97,6	554,5	4,6
Schaffhouse (SH)	81,4	26,0	89,8	272,8	6,5
Appenzell Rh.-Ext. (AR)	55,2	16,3	76,6	227,2	4,1
Appenzell Rh.-Int. (AI)	16,1	11,4	0,0	93,4	2,7
Saint-Gall (SG)	504,7	24,0	82,5	258,7	5,4
Grisons (GR)	197,9	18,6	44,8	27,9	2,7
Argovie (AG)	671,0	24,9	85,0	481,0	9,7
Thurgovie (TG)	273,8	24,7	67,1	317,2	10,2
Tessin (TI)	353,7	27,9	92,7	129,0	6,0
Vaud (VD)	793,1	33,5	89,6	281,1	11,2
Valais (VS)	341,5	23,0	78,7	65,5	9,2
Neuchâtel (NE)	178,0	25,4	89,9	248,3	3,4
Genève (GE)	495,2	40,1	100,0	2 014,7	8,2
Jura (JU)	73,3	14,7	53,3	87,4	4,7

Population résidante permanente dans les grandes villes, en 2017

	Ville		Agglomération	
	en milliers	Croissance en % 2010–2017	en milliers	Croissance en % 2010–2017
Zurich	409,2	9,8	1 369,0	9,5
Genève	200,5	7,0	592,1	8,7
Bâle	171,5	5,1	547,8	5,1
Lausanne	138,9	8,7	420,8	11,0
Berne	133,8	7,6	418,2	6,7
Winterthour	110,9	9,5	141,6	9,0
Lucerne	81,4	5,0	229,4	6,3
St-Gall	75,5	3,5	166,8	3,9
Lugano	63,5	5,4	151,2	7,1
Bienne	54,6	6,7	105,7	6,3

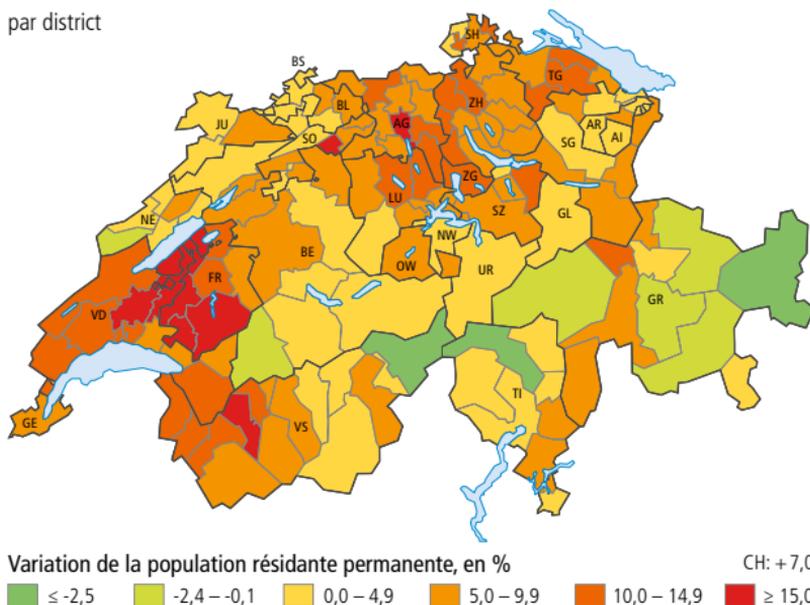
La population est majoritairement citadine

En 2017, la part de la population vivant dans les espaces à caractère urbain (espace des centres urbains et espace sous influence des centres urbains) atteint 84,8%. Environ la moitié de cette population urbaine habite dans l'une des cinq plus grandes agglomérations de Suisse (Zurich, Genève, Bâle, Berne et Lausanne).

La croissance démographique en 2017 dans les espaces à caractère urbain est plus marquée que dans ceux hors influence des centres urbains (2017: +1,0% contre -0,5%).

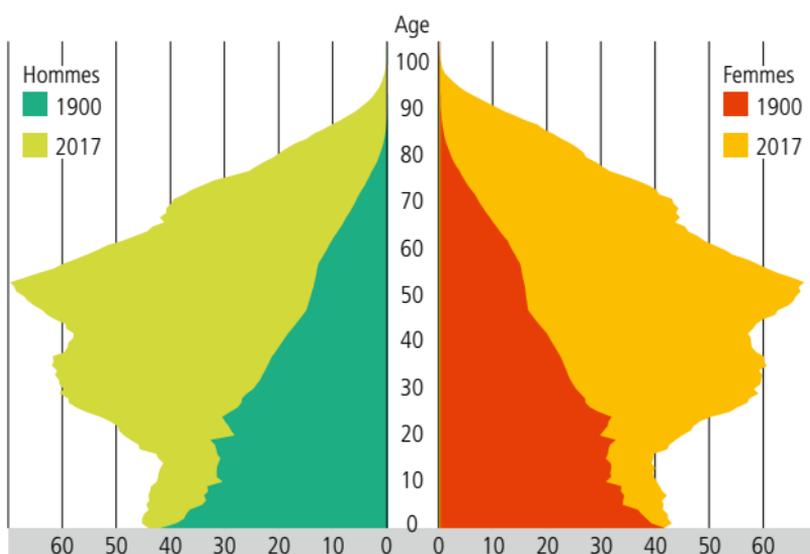
Croissance démographique, de 2010 à 2017

par district



Structure par âge de la population

Nombre de personnes en milliers



Une société vieillissante

Au cours du 20^e siècle, le nombre de personnes âgées (65 ans ou plus) a augmenté, tandis que les pourcentages des jeunes (moins de 20 ans) et des personnes en âge de travailler (de 20 à 64 ans) ont baissé. De ce fait, la pyramide des âges présente une forme élargie vers le haut (2017), les générations 1940 à 1971 étant ici prédominantes. Elles ont face à elles une génération de jeunes moins importante et le vieillissement continuera. La part des 65 ans ou plus devrait passer de 18,3% en 2017 à plus de 26% en 2045.

Enfants nés vivants, en 2017

Total	87 381
Garçons pour 100 filles	105,6
Part des enfants nés hors-mariage en %	25,2
Nombre d'enfants par femme ¹	1,5

1 Nombre moyen d'enfants qu'une femme mettra au monde au cours de sa vie, calculé à partir des taux de fécondité par âge observés durant l'année sous revue

Décès, en 2017

Total	66 971
Age au décès	
0–19 ans	494
20–39 ans	858
40–64 ans	7 395
65–79 ans	16 696
≥ 80 ans	41 528

Migrations internationales, en 2017

Immigration	170 945
dont étrangers	147 142
Emigration	124 997
dont étrangers	93 157
Solde migratoire	45 948
Suisse	–8 037
Etrangers	53 985

Migrations internes², en 2017

Total arrivées et départs	510 066
----------------------------------	----------------

2 Migrations intercommunales exclusivement

Mariages, en 2017

Total	40 599
Suisse/Suisse	19 558
Suisse/étrangère	7 972
Etranger/Suisse	6 550
Etranger/étrangère	6 519
Age moyen au premier mariage (ans)	
Hommes célibataires	32,0
Femmes célibataires	29,9

Divorces, en 2017

Total	15 906
avec enfants mineurs (%)	45,3
Durée du mariage	
0–4 ans	1 900
5–9 ans	3 917
10–14 ans	3 039
15 ans ou plus	7 050
Indic. conjoncturel de divortialité ³	38,7

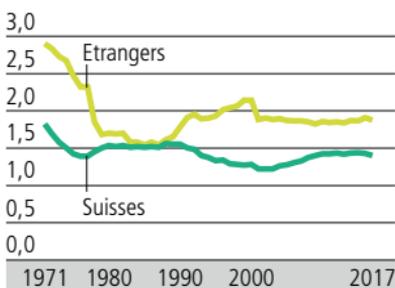
3 Pourcentage de mariages célébrés une année donnée qui seront dissous, compte tenu des conditions de divortialité de l'année considérée

Naissances multiples⁴, en 2017

Total	1 590
dont naissances de jumeaux	1 566

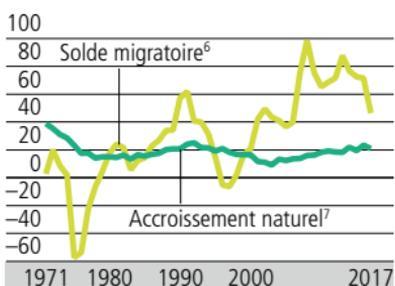
4 Nombre d'accouchements; enfants nés vivants et morts-nés

Indicateur conjoncturel de fécondité⁵



5 Nombre moyen d'enfants par femme; cf. remarque 1

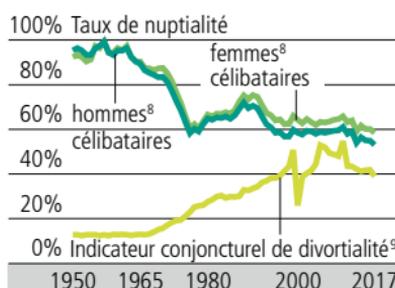
Solde migratoire et accroissement naturel en milliers



6 Jusqu'à 2010 y c. changements de statut, dès 2011 y c. les passages de la population résidente non permanente

7 Naissances vivantes moins décès

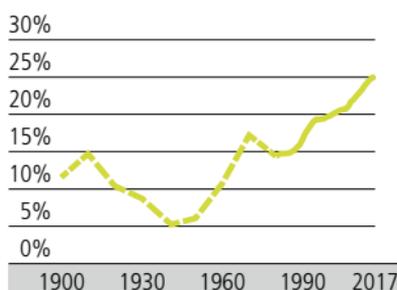
Mariages et divorces



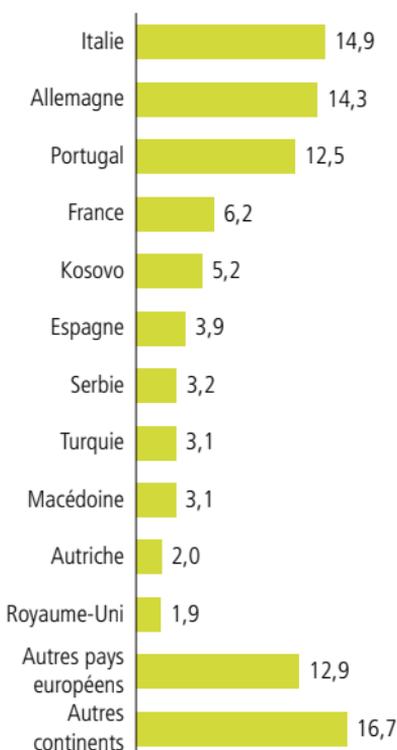
8 Pourcentage d'hommes célibataires ou de femmes célibataires de moins de 50 ans susceptibles de se marier un jour, compte tenu de la nuptialité observée pendant l'année sous revue

9 Cf. remarque 3. A partir de 2011, les divorces entre deux personnes étrangères ne sont pas tous saisis

Pourcentage de la population résidente permanente de nationalité étrangère



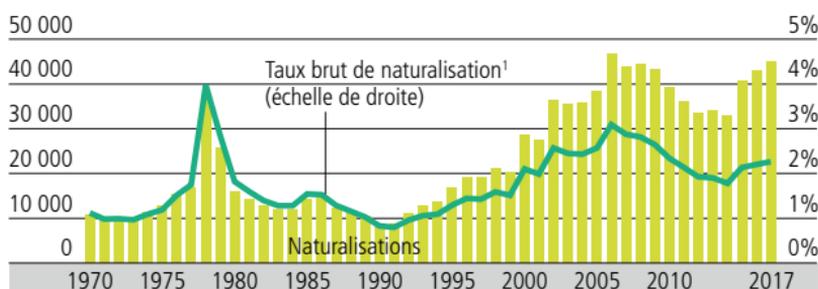
Population résidente permanente de nationalité étrangère, selon la nationalité, en 2017 en %



Population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère, selon l'autorisation de résidence, en 2017 en milliers

Autorisation de résidence	en milliers
Total	2 202,4
Autorisation de séjour (livret B)	693,2
Autorisation d'établis. (livret C)	1 318,6
Fonctionnaires internationaux et diplomates	29,7
Autorisation de séjour de courte durée (livret L)	86,7
Requérants d'asile (livret N)	24,2
Autorisation de séjour provisoire (livret F)	41,0
Pas attribué	8,4

Acquisitions de la nationalité suisse



¹ Nombre d'acquisitions de nationalité pour 100 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement au début de l'année

Population étrangère: plus de la moitié est née en Suisse ou y vit depuis plus de 10 ans

La part des étrangers dans la population résidente permanente s'élève à 25%. Plus de la moitié des étrangers qui vivent en Suisse (55,5%) y résident depuis 10 ans ou plus ou y sont nés. En 2017, 44 949 personnes (2,3% de la population résidente permanente de nationalité étrangère) ont acquis la nationalité suisse. La population étrangère est jeune: on ne compte que 11 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes en âge de travailler (20 à 64 ans) chez les étrangers, contre 37 chez les Suisses. 30,0% des enfants nés en Suisse en 2017 sont de nationalité étrangère. En 2017, le nombre des immigrations a diminué de 10,8% par rapport à l'année précédente. 57,8% des immigrés étaient des ressortissants de l'UE/AELE.

Diversification des formes de vie commune

En 2016, seuls 28% des ménages privés sont du type «couple avec enfant». Parmi tous les ménages comprenant au moins un enfant de moins de 25 ans, les familles monoparentales représentent 15% et les familles recomposées 5,5%: ces chiffres élevés sont la conséquence des nombreux divorces (15 906 en 2017). Par ailleurs, la proportion des naissances hors mariage a plus que doublé entre 2000 et 2017, passant de 11% à 25,2%. Quant à la décision de se marier et de fonder une famille, elle intervient à un âge toujours plus avancé: l'âge au premier mariage est passé de 24 (1970) à 29,9 ans (2017) pour les femmes et de 26 à 32 ans pour les hommes. L'âge moyen de la mère à la naissance de son premier enfant s'est dans le même temps élevé de 25 à 30,8 ans. Le modèle familial bourgeois traditionnel «père pourvoyeur unique et mère au foyer» devient l'exception aujourd'hui: en 2017, presque huit mères sur dix en couple sont actives occupées, mais le plus souvent à temps partiel. Le travail rémunéré reste principalement l'affaire des pères (en général à plein temps), le travail domestique et familial essentiellement celui des mères.

Ménages privés, en 2016 en milliers

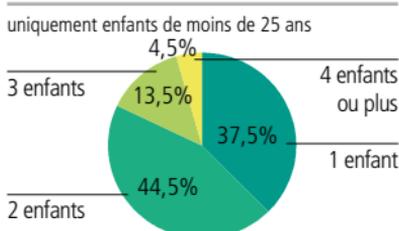
Total	3 675,1
Ménages d'une personne	1 298,9
Ménages familiaux	2 349,6
Couples sans enfants	1 008,2
Couples avec enfants	1 035,9
Pères ou mères seul(e)s avec enfants	220,7
Ménages non familiaux	84,8

Langues principales, en 2016¹ en %

Allemand	63,5
Français	22,9
Italien	8,5
Romanche	2,5
Anglais	2,8
Portugais	3,8
Albanais	2,4
Serbe et croate	5,7
Espagnol	1,1
Langues turques	0,5
Autres langues	6,1

1 Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé. Plusieurs langues possibles

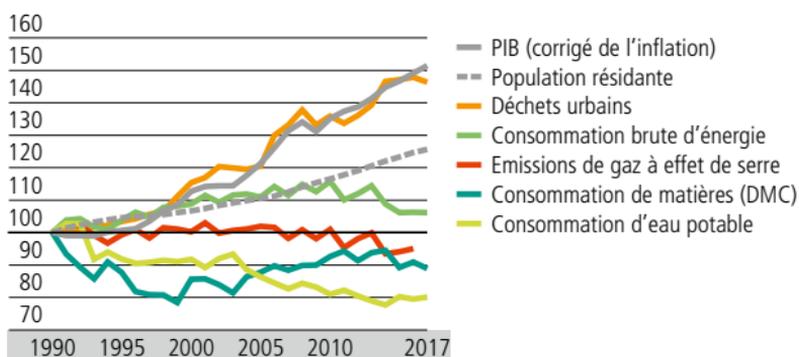
Ménages familiaux avec enfants, en 2016



Appartenance religieuse, en 2016²

	en %
Évangéliques réformés	24,5
Catholiques romains	36,5
Autres communautés chrétiennes	5,9
Communautés juives	0,3
Communautés islamiques	5,2
Autres communautés religieuses	1,4
Sans confession	24,9
Sans indication	1,3

2 Population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus vivant en ménage privé



La croissance démographique et économique va généralement de pair avec une consommation accrue de ressources naturelles et une augmentation des émissions, sauf si par exemple les comportements changent ou que l'efficacité est améliorée grâce au progrès technologique. Ainsi, la quantité de déchets produite suit à peu près l'évolution du produit intérieur brut (PIB). La situation est différente pour les émissions de gaz à effet de serre, restées relativement constantes depuis 1990. En ce qui concerne la consommation d'eau potable, les besoins d'une population et d'une économie en croissance ont même pu être couverts par de plus faibles quantités.

Utilisation du sol

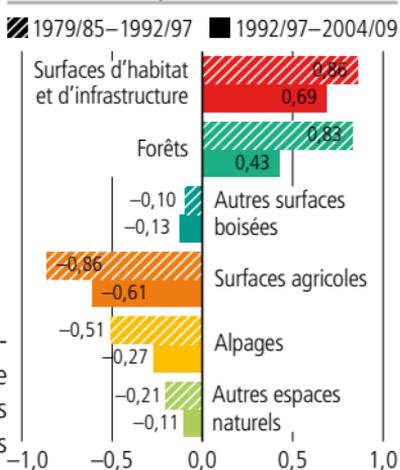
Période de relevé 2004–2009

	km ²	%
Surface totale	41 290	100
Surfaces boisées	12 930	31,3
Surfaces agricoles	9 678	23,4
Alpages	5 139	12,4
Surfaces d'habitat et d'infrastructure	3 079	7,5
Lacs et cours d'eau	1 774	4,3
Autres espaces naturels	8 690	21,0

En l'espace de 24 ans, les surfaces d'habitat et d'infrastructure ont augmenté de 23%, essentiellement au détriment des surfaces agricoles. Selon les données les plus récentes, l'habitat et les infrastructures couvrent 7,5% du territoire national et 4,7% du sol est imperméabilisé.

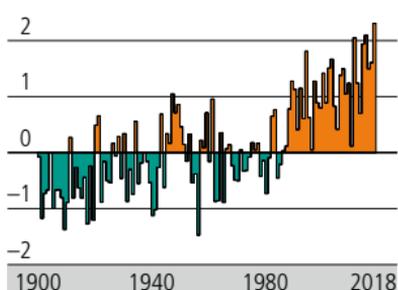
Evolution de l'utilisation du sol

en mètres carrés par seconde



Ecart de température

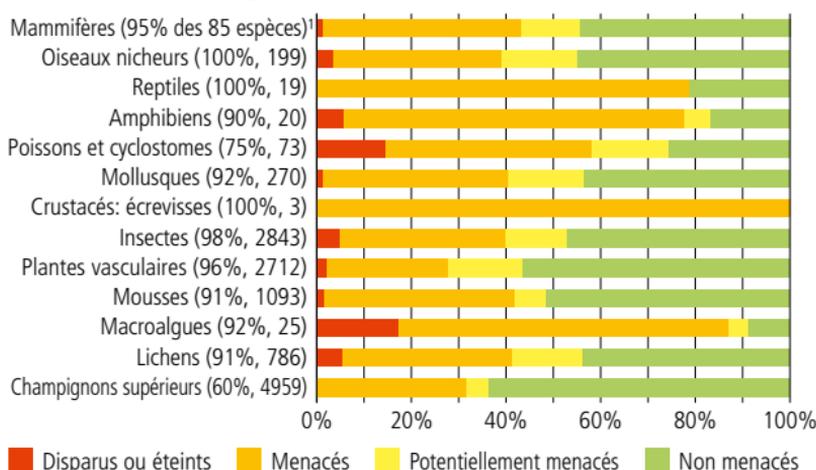
par rapport à la moyenne 1961–1990, en °C



La température de l'air varie d'année en année, des périodes plus chaudes alternant avec des périodes plus froides. Sur les dix années les plus chaudes enregistrées en Suisse depuis le début des mesures en 1864, neuf datent du 21^e siècle, l'année la plus chaude jusqu'ici étant 2018.

Animaux et plantes menacés (listes rouges)

Etat: 1994–2018, selon le groupe d'espèces

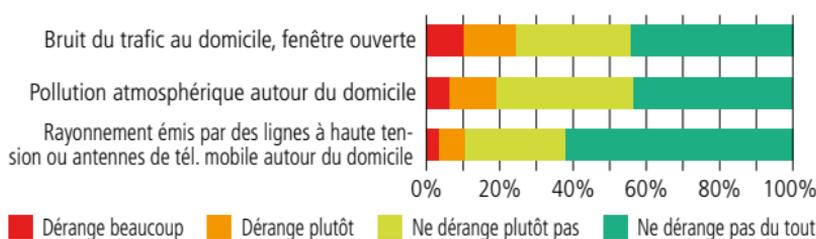


1 Exemple de lecture: le degré de menace a été évalué pour 95% des 85 espèces de mammifères. Les données sont insuffisantes pour les 5% restants.

La Suisse abrite environ 46 000 espèces de plantes, de champignons ou d'animaux. 35% des espèces étudiées sont inscrites sur les listes rouges des espèces menacées, disparues ou éteintes.

Perception des conditions environnementales au domicile en 2015

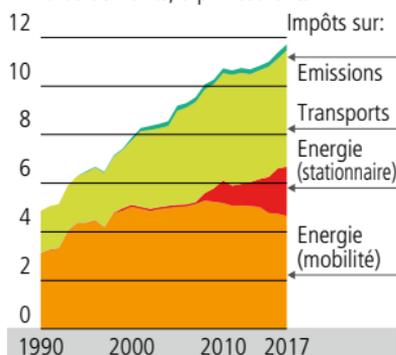
Part de la population



En 2015, le bruit du trafic au domicile, fenêtre ouverte, était ressenti comme très dérangeant ou plutôt dérangeant par 24% de la population. 19% de la population était de cet avis pour ce qui est de la pollution atmosphérique autour du domicile et 10% en ce qui concerne le rayonnement émis par des lignes à haute tension ou des antennes de téléphonie mobile. Ces perceptions correspondent pratiquement à celles observées en 2011.

Recettes des impôts liés à l'environnement

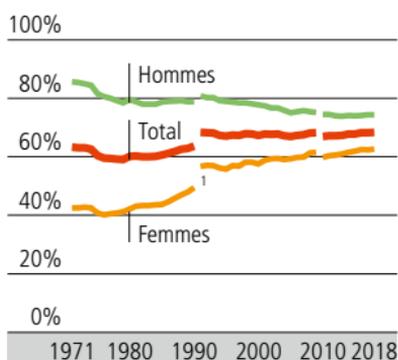
Milliards de francs, à prix courants



Les impôts liés à l'environnement ont pour effet d'augmenter les prix des biens et services dommageables pour l'environnement, incitant les consommateurs et les producteurs à tenir compte des conséquences de leurs décisions. En 2017, les recettes de ces impôts correspondaient à 6,2% du total des recettes des impôts et contributions sociales.

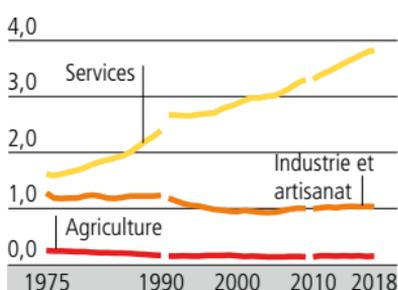
► www.statistique.admin.ch →
Trouver des statistiques → Espace, environnement

Personnes actives en % de la population résidente permanente (15+)



1 Depuis 1991 resp. 2010, nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées¹ par secteur économique en millions



1 Depuis 1991 respectivement 2010 nouvelle méthode de calcul

Personnes actives occupées selon le type d'autorisation et le sexe en milliers

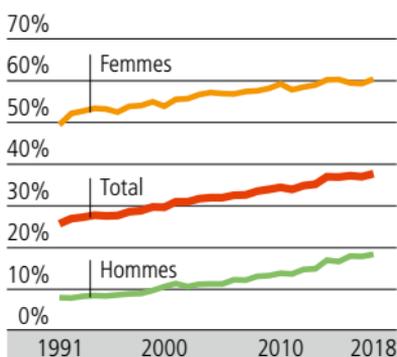
2 ^e trimestre	1991	2000	2005	2010	2015	2018
Total	4 042	4 014	4 126	4 477	4 885	5 046
Suisses	3 014	3 069	3 094	3 268	3 398	3 478
Etrangers	1 028	944	1 032	1 209	1 487	1 568
Autorisat. d'établissement	534	569	557	584	687	743
Autorisation de séjour	172	175	228	337	433	433
Saisonniers ¹	85	25	–	–	–	–
Frontaliers	183	140	176	228	295	314
Autorisat. de courte durée	21	20	53	42	46	44
Autres étrangers	34	15	18	17	26	33
Hommes	2 370	2 265	2 284	2 472	2 659	2 760
Femmes	1 672	1 749	1 842	2 006	2 226	2 285

1 L'autorisation de séjour pour saisonniers n'est plus délivrée depuis le 1.6.2002

Forte progression de l'activité féminine

Entre 2013 et 2018, la progression des femmes actives occupées était plus marquée que celle des hommes actifs occupés (+7,2% à 2,285 millions resp. +6,8% à 2,760 millions). L'importance du temps partiel s'accroît aussi depuis des années. En 2018, 60% des femmes exerçaient une activité à temps réduit (2013: 58,7%). La part d'hommes à temps partiel s'élevait à 18%, mais elle a également progressé (+3,5 points de pourcentage par rapport à 2013). L'essor de l'activité féminine et du temps partiel ont certainement été favorisés par la tertiarisation de l'économie; en effet, 86,9% des femmes étaient occupées dans le secteur tertiaire en 2018 (hommes: 67,2%) et les emplois à temps partiel se concentrent dans le secteur tertiaire (9 emplois à temps partiel sur 10).

Personnes travaillant à temps partiel en % des personnes actives occupées



Personnes actives occupées selon le statut d'activité¹

Population résidente permanente, en milliers

2 ^e trimestre	2017	2018
Total	4 641	4 672
Indépendants	596	606
Collaborateurs familiaux	97	96
Salariés	3 741	3 761
Apprentis	207	208

1 Définition sociologique

Main d'œuvre étrangère

La main d'œuvre étrangère est une composante importante du marché suisse du travail. Toujours supérieure à 20% depuis les années 1960, sa proportion a atteint 31% en 2017. Les étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le secteur secondaire, où ils représentent 39,1% des actifs occupés (2017), contre 29,6% dans le tertiaire.

En 2017, 78,6% des actifs occupés étrangers sont des ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE. Parmi la population résidente permanente, deux tiers des ressortissants de l'UE sont de nationalité allemande (24%), italienne (20,6%) ou portugaise (20,4%).

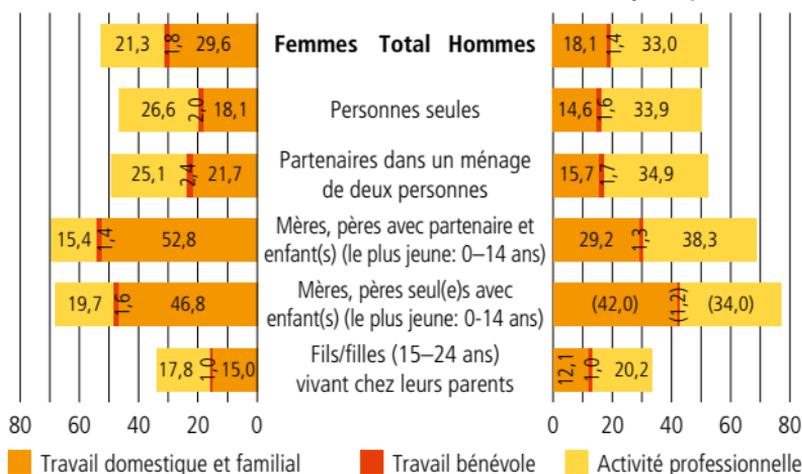
Taux de chômage¹ par grandes régions et autres caractéristiques

2 ^e trimestre	2005	2010	2015	2017	2018
Suisse	4,4	4,6	4,4	4,4	4,6
Région lémanique	6,5	7,0	6,7	8,0	7,2
Espace Mittelland	4,0	4,6	3,7	3,6	4,3
Suisse du Nord-Ouest	4,1	4,7	3,8	4,0	4,4
Zürich	4,2	4,0	4,3	3,4	4,4
Suisse orientale	3,8	3,7	3,7	3,4	3,0
Suisse centrale	2,9	3,1	3,4	2,5	3,2
Tessin	6,1	5,2	6,5	6,8	6,1
Hommes	3,9	4,3	4,3	4,0	4,1
Femmes	5,1	5,1	4,6	4,8	5,2
Suisses	3,2	3,5	3,1	3,1	3,1
Étrangers	8,9	8,5	8,2	7,9	8,8
15–24 ans	8,8	7,5	6,9	6,9	6,4
25–39 ans	4,4	5,2	4,8	4,7	5,4
40–54 ans	3,3	3,8	3,9	4,0	4,0
55–64 ans	3,7	3,4	3,5	3,7	4,1

¹ Taux de chômage au sens du BIT

Temps consacré à l'activité professionnelle, au travail domestique et familial et au travail bénévole, en 2016

Personnes de 15 à 64 ans, selon la situation familiale, en heures en moyenne par semaine



(Chiffre): extrapolation basée sur moins de 50 observations dans l'échantillon; les résultats sont par conséquent à interpréter avec beaucoup de précaution.

Participation au travail bénévole, en 2016

en % de la population résidente permanente de 15 ans et plus

	Total	Informel	Organisé
Total	42,7	31,7	19,5
Hommes	41,4	28,4	21,7
Femmes	44,0	34,9	17,4

Salaire mensuel brut¹ selon les grandes régions, économie totale, en 2016

Médiane, en francs

	Position professionnelle				
	Total	a	b	c	d
Suisse	6 502	10 310	8 328	6 977	5 935
Région lémanique (VD, VS, GE)	6 591	11 048	8 831	7 285	6 000
Espace Mittelland (BE, FR, SO, NE, JU)	6 426	9 620	7 621	6 899	5 956
Suisse du Nord-Ouest (BS, BL, AG)	6 700	10 745	8 723	7 484	6 129
Zurich (ZH)	6 869	11 339	9 310	7 521	6 065
Suisse orientale (GL, SH, AR, AI, SG, GR, TG)	6 092	8 920	7 413	6 364	5 657
Suisse centrale (LU, UR, SZ, OW, NW, ZG)	6 451	9 786	7 808	6 571	5 952
Tessin (TI)	5 563	8 558	6 793	5 921	5 067

¹ Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Composantes du salaire: salaire brut y compris un douzième du 13e salaire et un douzième des paiements spéciaux annuels

a = cadre supérieur et moyen; b = cadre inférieur;

c = responsable de l'exécution de travaux; d = sans fonction de cadre

Les bas salaires

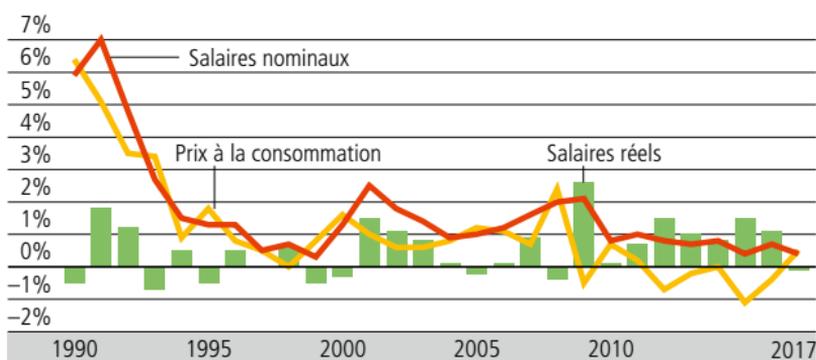
On a dénombré en Suisse en 2016 près de 329 000 postes à bas salaire, soit un niveau de rémunération inférieur à 4335 francs bruts par mois pour un emploi à plein temps (un poste est considéré «à bas salaire» lorsque la rémunération est inférieure aux deux tiers du salaire brut médian). Il est à noter que la proportion des postes à bas salaire dans l'ensemble de l'économie tend à se réduire dans le temps, passant de 11,4% en 2008 à 10,2% en 2016. Parmi les branches économiques caractérisées par un taux important de postes à bas salaire, on peut notamment citer: le commerce de détail (25,7%), l'industrie de l'habillement (38,9%), la restauration (50,5%) ou encore les services personnels (59,1%). En 2016, près de 474 000 personnes occupent des postes à bas salaire; parmi ces salariés 66,4% sont des femmes.

Ecart salarial entre les femmes et les hommes

En 2016, le salaire mensuel brut des femmes était de 6011 francs, celui des hommes de 6830 francs. L'écart salarial entre les femmes et les hommes était de 12,0%. Il était de 14,6% dans le secteur privé, contre 12,5% dans le secteur public. 57,1% de l'écart salarial en 2016 (secteur privé) peuvent s'expliquer par des facteurs objectifs tels que la formation, l'âge, la situation professionnelle et la branche d'activité. Mais 42,9% de l'écart salarial demeurent inexpliqués. Dans le secteur public, la part inexpliquée de l'écart salarial était de 34,8%.

Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente, en %



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Travail et rémunération

Croissance stable de l'économie suisse en 2017

L'activité économique en Suisse en 2017, mesurée par le PIB, a enregistré une croissance de 1,6% aux prix de l'année précédente identique à la hausse de 2016.

Cette croissance s'inscrit dans un environnement contrasté caractérisé par un ralentissement marqué de la contribution du commerce extérieur et une forte croissance des investissements en biens d'équipement. Sans prise en compte de l'or non monétaire, le solde de la balance des biens et services a augmenté de 5,4% en 2017. Ce ralentissement par rapport à 2016 (+12,1%) s'explique par la détérioration du solde de la balance des services (-2,5%) alors que le solde de la balance des biens (sans l'or non monétaire) continue de croître (+9,4%). Comparée à la croissance anémique des exportations de services (+0,7%), celle des exportations de biens (sans l'or non monétaire) se montre bien plus dynamique (+6,2%). La hausse des exportations de biens est notamment imputable aux industries chimique et pharmaceutique. Pour la quatrième année consécutive, les investissements ont augmenté de manière marquée (+3,3%). Cette hausse s'explique par une nouvelle progression des investissements en biens d'équipement (+4,5%) soutenue en particulier par les dépenses de recherche et développement (R-D). En ce qui concerne l'approche par la production, la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a poursuivi son expansion (+4,2%) après celle déjà mesurée en 2016 (+2,5%). La situation reste toutefois très hétérogène au niveau des branches d'activité et de nombreux pans de l'industrie sont toujours confrontés à des difficultés, alors que les industries chimique et pharmaceutique enregistrent de fortes croissances. Après trois années difficiles, la valeur ajoutée des banques retrouve le chemin de la croissance (+2,1%).

Le produit intérieur brut (PIB) et ses composantes

Variation en % par rapport à l'année précédente, aux prix de l'année précédente

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016 ^a	2017 ^a
PIB	-2,2	3,0	1,7	1,0	1,9	2,4	1,3	1,6	1,6
Dépense de consommation finale	1,6	1,6	0,9	2,2	2,6	1,4	1,6	1,5	1,1
Formation brute de capital	4,1	-5,4	11,9	-9,7	-9,8	5,8	3,9	-2,2	3,1
Exportations de biens et de services	-10,0	12,8	4,9	1,1	15,2	-6,2	2,6	6,7	-0,4
Importations de biens et de services	-3,8	8,1	9,2	-2,6	13,5	-7,7	4,5	6,0	-0,8
PIB en milliards de francs, à prix courants	589	609	621	626	638	650	654	660	669

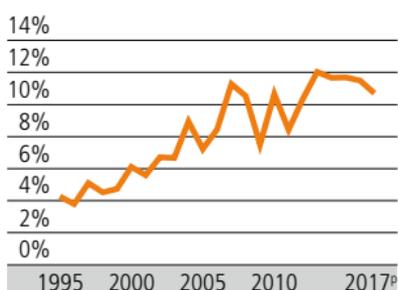
Importance des relations avec le reste du monde

A partir de 1997, le commerce extérieur a joué un rôle moteur dans la croissance du PIB. En effet, les périodes de forte croissance coïncident avec un commerce extérieur florissant. Les exportations sont la composante du PIB qui contribue le plus à la croissance durant les années fastes (1997 à 2000 et 2004 à 2007). L'une des conséquences du dynamisme des exportations est la progression de la part de la contribution extérieure (solde entre exportations et importations) au PIB, montrant l'importance croissante du reste du monde pour l'économie suisse. Cependant, en 2009 la Suisse a subi de plein fouet le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui a conduit à une contribution négative

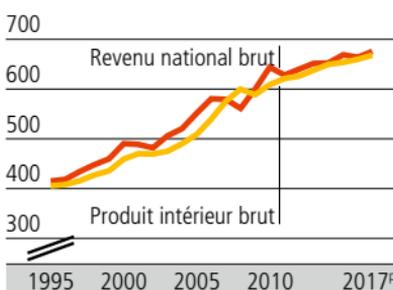
du commerce extérieur à la croissance.

Depuis la crise financière de 2008, l'apport du commerce extérieur à la croissance du PIB est devenu plus erratique. En 2017, cette contribution est positive. Le RNB enregistre une hausse de 1,8% (2016: -0,6%). Cette évolution résulte principalement de la baisse plus importante des revenus de la propriété versés à l'étranger (-5,9%) par rapport à la baisse des revenus reçus de l'étranger (-1,6%). La réduction des revenus de la propriété versés à l'étranger et reçus de l'étranger s'explique dans les deux cas par une contraction des revenus des investissements directs.

Poids de la contribution extérieure dans le PIB à prix courants

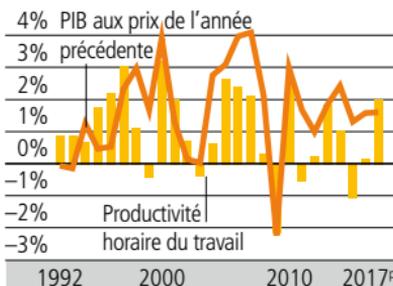


PIB et RNB à prix courants en milliards de francs suisses



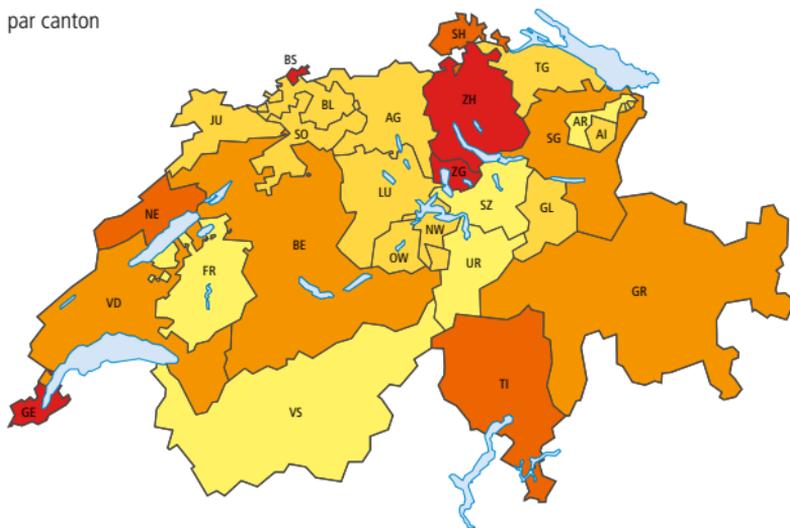
Une fois l'activité économique mesurée par le PIB connue, on peut s'intéresser à l'efficience avec laquelle les ressources productives (travail et capital) sont utilisées. L'efficience du travail est mesurée par sa productivité horaire, c'est-à-dire la valeur ajoutée créée par heure de travail.

Taux d'évolution annuel



Produit intérieur brut par habitant, en 2016

par canton

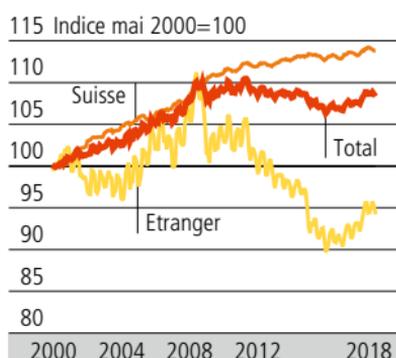
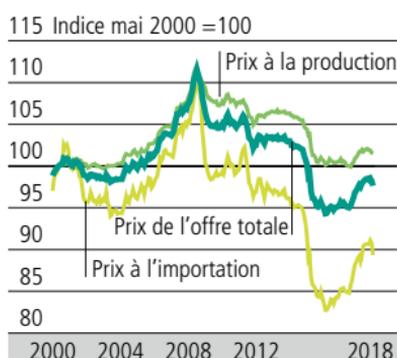


Produit intérieur brut par habitant à prix courants, en francs
 < 60 000 ≥ 60 000 ≥ 70 000 ≥ 80 000 ≥ 90 000 CH: 78 869

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Economie nationale

Evolution des prix à la consommation variation des moyennes annuelles en %

	2014	2015	2016	2017	2018
Total	0,0	-1,1	-0,4	0,5	0,9
Alimentation et boissons non-alcoolisées	0,9	-0,8	0,4	0,4	1,3
Boissons alcoolisées et tabacs	1,0	0,0	-0,5	0,5	0,7
Habillement et chaussures	-1,3	0,3	1,3	2,8	1,6
Logement et énergie	1,0	-0,6	-0,1	1,2	1,3
Équipement ménager et entretien courant	-1,0	-2,1	-2,2	-1,8	-0,5
Santé	-0,9	-0,4	-0,4	-0,5	-1,0
Transport	-1,2	-4,4	-2,4	1,5	2,7
Communications	-2,3	-0,9	-1,5	-1,6	0,4
Loisirs et culture	0,1	-2,0	0,8	1,0	1,7
Enseignement	1,6	1,2	0,8	0,9	1,1
Restaurants et hôtels	0,7	0,0	-0,2	0,4	0,5
Autres biens et services	-0,8	-0,8	-1,8	-0,4	0,5

Prix à la consommation selon la provenance des biens**Indice des prix à la production et à l'importation****Indices du niveau des prix en comparaison internationale, en 2017**

EU-28 = 100

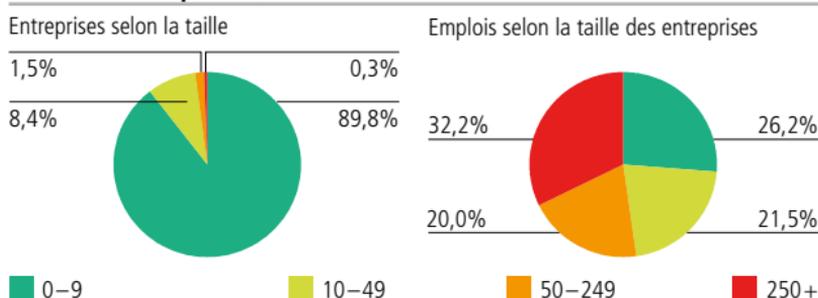
	Suisse	Allemagne	France	Italie
Produit intérieur brut	152	107	110	99
Consommation individuelle effective	167	104	107	102
Produits alimentaires et boissons non-alcoolisées	169	101	114	111
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	128	95	109	95
Habillement et chaussures	147	105	104	104
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	180	111	114	91
Ameublement, équipement ménager et entretien	124	102	106	105
Santé	208	102	99	122
Transport	120	106	106	101
Communications	123	101	97	109
Loisirs et culture	158	104	109	102
Enseignement	232	115	101	96
Hôtels, cafés et restaurants	162	110	118	105
Autres biens et services	168	99	104	100
Consommation collective effective	180	123	128	110
Formation brute de capital fixe	135	118	113	85
Machines et appareils	112	98	106	97
Construction	175	139	119	77
Logiciels	97	98	102	102

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Prix

Plus de 99% des entreprises sont des PME

En Suisse, plus de 99% des entreprises sont des PME, c'est-à-dire des petites et moyennes entreprises avec moins de 250 emplois. La proportion de micro-entreprises (de 1 à 9 emplois) en 2016 est plus élevée dans le secteur des services (90,7%) que dans le secondaire (80,0%). En conséquence, la taille moyenne des entreprises est plus petite dans le tertiaire (7,2 emplois) que dans le secondaire (12 emplois). Les PME représentent plus de deux tiers des emplois, les grandes entreprises (à partir de 250 emplois) environ un tiers. Un peu plus d'un quart des emplois (26,2%) se trouvent dans des micro-entreprises et plus d'un cinquième (21,5%) dans des entreprises comptant de 10 à 49 emplois. La part du secteur tertiaire dans le total des emplois se situait à 71,9% en 2016. Au sein des entreprises marchandes on dénombrait près de 158 000 emplois dans le secteur primaire, 1 083 000 dans le secondaire et 3 173 500 dans le tertiaire. Au sein des activités marchandes, les branches comptant le plus grand nombre d'emplois sont les activités pour la santé humaine (397 300 emplois) et le commerce de détail (345 400).

Taille des entreprises¹, en 2016



¹ Entreprises marchandes seulement. La taille des entreprises est mesurée selon le nombre d'emplois

Entreprises marchandes, nombre d'emplois par branche

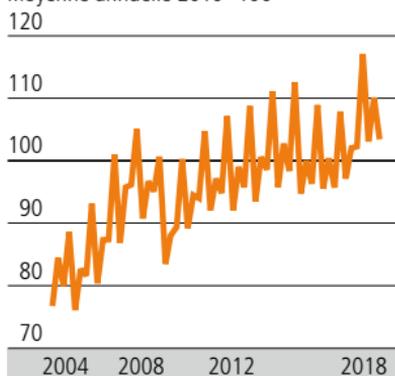
selon la NOGA 2008, en milliers	2016	
	Entreprises	Emplois
Total	586,2	4 414,3
Secteur primaire	53,6	157,5
Secteur secondaire	90,6	1 083,3
dont:		
Industries alimentaires, de la boisson et du tabac	4,4	99,3
Industries du textile, de l'habillement et du cuir	2,9	14,9
Industries du bois et du papier; imprimerie	9,8	69,1
Industrie pharmaceutique	0,2	45,4
Fabrication de produits métalliques	7,4	83,5
Fabrication de produits informatiques et électroniques; horlogerie	2,0	108,2
Fabrication d'équipements électriques	0,8	33,0
Production et distribution d'énergie	0,8	30,3
Construction de bâtiments et génie civil	8,9	109,8
Secteur tertiaire	442,0	3 173,5
dont:		
Commerce de gros	23,9	230,8
Commerce de détail	35,3	345,4
Hébergement	5,5	74,4
Restauration	23,5	167,3
Programmation, conseil et autres activités informatiques	16,2	89,5
Activités des services financiers et assurances	6,5	192,7
Activités d'architecture et d'ingénierie	24,8	126,0
Activités de services administratifs et de soutien	3,6	20,4
Santé humaine et action sociale	64,8	576,9

Démographie des entreprises, en 2016

Divisions économiques (NOGA 2008)	Entreprises créées	Emplois créés	Entreprises à forte croissance
Total	39 125	53 031	4 157
Secteur secondaire	4 912	8 047	931
Industrie et énergies	1 713	2 421	498
Construction	3 199	5 626	433
Secteur tertiaire	34 213	44 984	3 226
Commerce et réparations	4 511	6 283	504
Transports et entreposage	885	1 228	164
Hébergement et restauration	1 228	2 444	286
Information et communication	2 191	2 967	276
Activités financières et assurances	1 432	2 121	152
Activités immobilières et de services	3 548	5 277	484
Activités spécialisées et scientifiques	8 156	10 049	561
Enseignement	1 949	2 238	147
Santé et action sociale	4 472	5 383	425
Arts et activités récréatives	2 215	2 950	146
Autres activités de services	3 626	4 044	81

Production dans le secteur secondaire

Evolution indexée des résultats trimestriels, moyenne annuelle 2010=100



La production dans le secteur secondaire (industrie et construction) a dans l'ensemble progressé de 26,1% entre 2004 et 2017. L'évolution de ce secteur dépend beaucoup de la conjoncture économique. De plus, l'économie suisse a été affectée par la crise financière en 2007, puis, début 2015, par la décision de la Banque nationale suisse d'abandonner le taux plancher du franc suisse face à l'euro. Cette décision a conduit à un renchérissement des produits suisses par rapport à ceux de l'étranger et, partant, à un recul des ventes de l'industrie essentiellement exportatrice. En 2015, la production a baissé dans pratiquement toutes les branches par rapport à l'année précédente, mais la situation s'est améliorée en 2016. En 2017, on observait une reprise dans quasiment l'ensemble des branches, qui s'est traduite par une augmentation de la production dans le secteur secondaire (+4,4%).

Emploi

De 2004 à 2017, le nombre d'emplois a augmenté de 1,6% dans le secteur secondaire (construction non comprise). Entre le 1^{er} trimestre 2006 et le 3^e trimestre 2008, l'emploi a connu un essor vigoureux. Mais la crise financière a coupé cet essor et le nombre d'emplois au 1^{er} trimestre 2010 est revenu au niveau qu'il atteignait au 4^e trimestre 2006. La situation dans l'industrie s'est légèrement améliorée jusque vers le milieu de 2012 avant de se détériorer à nouveau faiblement. Le nombre d'emplois a un peu diminué jusqu'au 2^e trimestre 2013 et a connu une évolution semblable en 2015 et 2016.

De 2004 à 2017, l'emploi dans la construction a progressé de 16%. Dans le même temps, il a augmenté de 20% dans le secteur tertiaire. La hausse a été particulièrement forte entre 2006 et 2008, de même que de 2011 à 2013.

Chiffres d'affaires du commerce de détail

Variation en % par rapport à l'année précédente

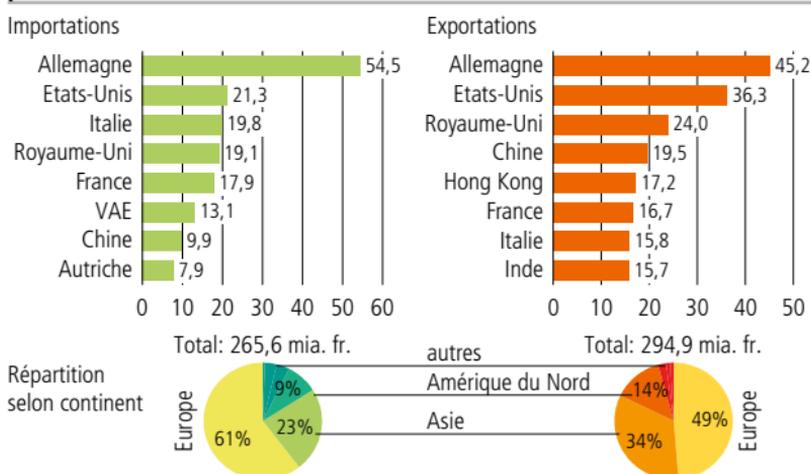
		2013	2014	2015	2016	2017
Total	nominal	0,3	0,1	-3,2	-1,8	-0,5
	réel	1,6	1,0	-1,4	-1,2	-0,5
dont:						
Alimentation, boissons, produits du tabac	nominal	1,1	1,3	-1,4	0,2	-0,2
	réel	-0,1	0,4	-0,7	-	-0,6
Produits non alimentaires (sans carburants)	nominal	-0,3	-0,2	-3,3	-3,3	-1,2
	réel	2,0	1,6	-0,8	-1,6	-0,1
Carburants	nominal	1,2	-3,9	-14,5	-5,3	3,7
	réel	3,3	-0,8	-1,1	0,4	-3,5
Total hors carburants	nominal	0,3	0,4	-2,4	-1,6	-0,9
	réel	1,3	1,0	-1,0	-1,1	-1,0

Commerce de détail

Après avoir connu de fortes hausses des chiffres d'affaires pendant des années (2002–2008), le commerce suisse de détail a un peu décliné en 2009 suite à la crise financière globale. Les hausses toujours plus faibles des chiffres d'affaires ont pris fin brusquement en 2015 en raison de l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro et du renchérissement des produits suisses qui a suivi, ce qui a entre autres entraîné un accroissement du tourisme d'achat. Le recul des chiffres d'affaires s'est poursuivi en 2017, bien que plus modestement.

Commerce extérieur: les principaux partenaires, en 2017

en milliards de francs

**Commerce extérieur: les principaux biens**

en millions de francs

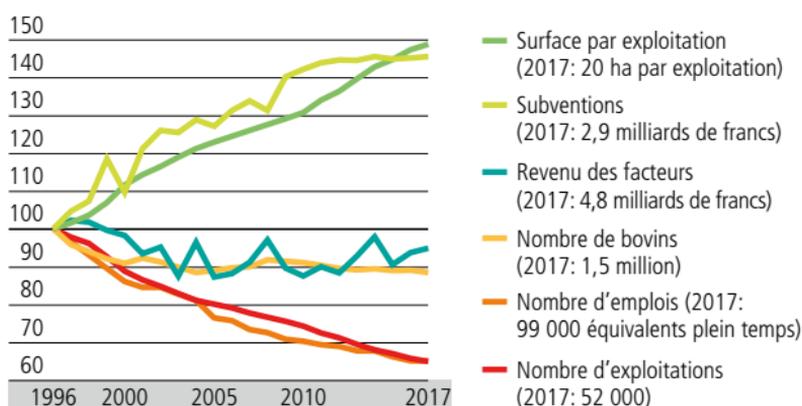
	Importations			Exportations		
	2000	2016	2017	2000	2016	2017
Total	139 402	266 137	265 572	136 015	298 408	294 894
dont:						
Denrées alimentaires, boissons et tabacs	7 197	10 132	10 590	3 239	8 355	8 682
Textiles, habillement, chaussures	8 905	9 516	10 550	3 891	3 466	4 200
Produits chimiques	21 899	43 627	46 741	35 892	94 277	98 596
Métaux	10 735	12 997	14 481	10 892	12 114	13 645
Machines, électronique	31 583	28 653	30 393	37 137	31 080	32 054
Véhicules	14 903	19 080	19 003	3 054	5 087	5 422
Horlogerie	1 622	3 863	3 545	10 297	19 407	19 921

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Industrie, services

L'agriculture, alpages compris, exploite 36% de la superficie totale de la Suisse. Le nombre d'exploitations agricoles tend à diminuer de manière générale, alors que les exploitations s'agrandissent tout comme les cultures biologiques. La production animale est le secteur économique le plus important. La forêt et les surfaces boisées couvrent 31% du territoire national. La surface forestière s'accroît avant tout dans les Alpes. Les résineux représentent deux tiers des arbres. En 2017, la récolte de bois a totalisé 4,7 millions de mètres cube. L'agriculture et la sylviculture façonnent ainsi fortement le paysage et ont généré 0,7% de la valeur ajoutée brute de l'économie suisse en 2017.

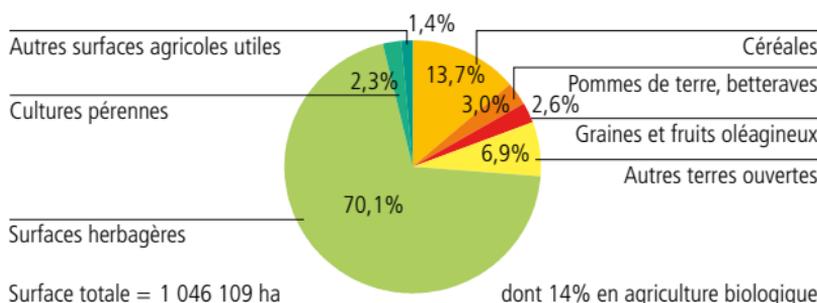
Quelques indicateurs-clés de l'agriculture

Indice 1996=100



Utilisation de la surface agricole utile, en 2017

sans les alpages



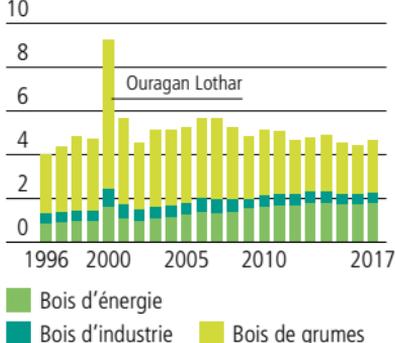
Valeur de production¹ de l'agriculture, en 2017

	en %
Produits végétaux	40,0
Céréales	3,6
Plantes fourragères	9,1
Produits maraîchers et horticoles	13,6
Fruits et raisins	4,5
Vins	4,0
Autres produits végétaux	5,1
Animaux et produits animaux	48,8
Bovins	13,4
Porcins	8,6
Lait	20,4
Autres animaux et produits animaux	6,3
Services agricoles	7,0
Activités secondaires non agricoles	4,2

¹ Valeur totale = 10,3 milliards de francs

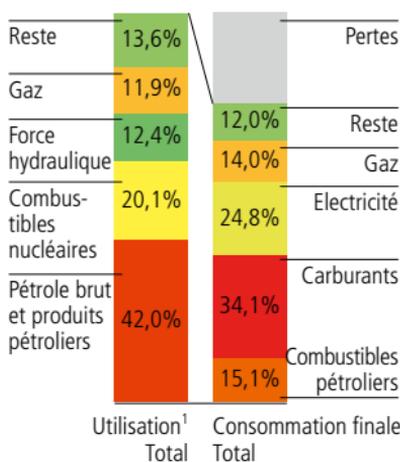
Récolte de bois

en millions de m³



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Agriculture et sylviculture

Utilisation totale et consommation finale d'énergie, en 2017

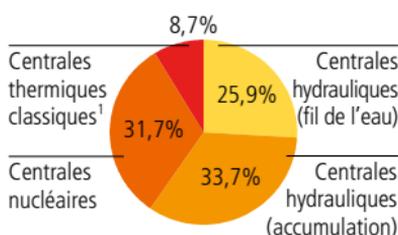


¹ Sans le solde importateur d'électricité (1,8%)

Consommation en hausse

La consommation d'énergie finale est étroitement liée à l'évolution économique et démographique. Toute croissance de la population, de la production, de la consommation, de la dimension des logements, du poids des véhicules à moteur, etc. se traduit par une utilisation accrue d'énergie, à moins d'être compensée par une meilleure efficacité énergétique. En 2017, les transports représentaient le principal agent consommateur d'énergie, avec environ 36% de la consommation d'énergie finale. 64% de la consommation d'énergie finale ont été couverts par les énergies fossiles et 22,3% l'ont été par les énergies renouvelables, principalement l'énergie hydraulique.

Production d'électricité par catégorie de centrale, en 2017



Total: 61,5 milliards kWh

¹ Y.c. centrales chaleur-force et diverses énergies renouvelables

Energies renouvelables, en 2017

Part de la consommation finale en %

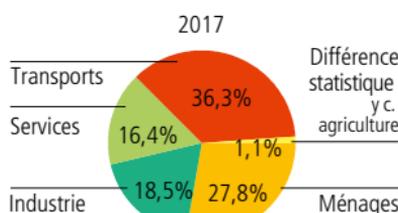
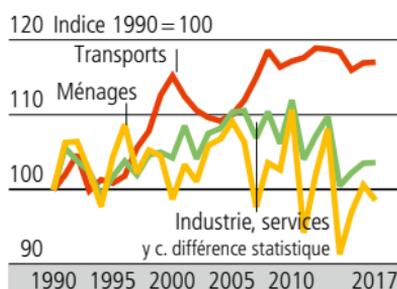
	en %
Total	22,33
Force hydraulique	11,94
Energie solaire	0,95
Chaleur ambiante	1,96
Energie de la biomasse (bois et biogaz)	4,92
Energie éolienne	0,05
Part renouvelable des déchets	1,51
Energie fournie par les stations d'épuration des eaux	0,20
Carburants biogènes	0,79

Consommation finale d'énergie

en milliers de Tj



Consommation finale d'énergie par catégories de consommateurs



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Energie

► www.ofen.admin.ch (Office fédéral de l'énergie) → Approvisionnement → Statistiques et géodonnées

Dépenses dans la construction		en millions de francs, aux prix de 2000				
	1980	1990	2000	2010	2016	
Total	34 198	47 588	43 708	49 240	56 199	
Dépenses publiques	11 389	14 507	15 983	15 958	18 800	
Génie civil	6 791	7 740	10 060	9 649	10 597	
dont routes	...	...	5 221	4 739	4 401
Bâtiment	4 599	6 767	5 923	6 309	8 203	
Autres dépenses	22 809	33 081	27 725	33 281	37 399	
dont logements	...	...	17 147	22 995	25 979

Construction de logements

	1980	1990	2000	2010	2016
Nouveaux bâtiments à usage d'habitation	20 806	16 162	16 962	14 736	12 701
dont maisons individuelles	16 963	11 200	13 768	9 387	6 830
Nouveaux logements	40 876	39 984	32 214	43 632	52 034
d'une pièce	2 122	2 010	528	725	1 698
de 2 pièces	4 598	5 248	1 779	3 913	9 136
de 3 pièces	7 094	8 937	4 630	10 608	16 015
de 4 pièces	11 557	12 487	10 783	15 438	15 616
de 5 pièces ou plus	15 505	11 302	14 494	12 948	9 569

Parc de logements

	1980	1990	2000	2010	2017
Effectif	2 702 656	3 140 353	3 574 988	4 079 060 ²	4 469 498
dont vacants en %	0,74	0,55 ¹	1,26 ¹	0,94 ¹	1,62 ¹

1 Au 1^{er} juin de l'année suivante

2 Depuis 2009, le nombre de logements est tiré de la statistique des bâtiments et des logements (StatBL)

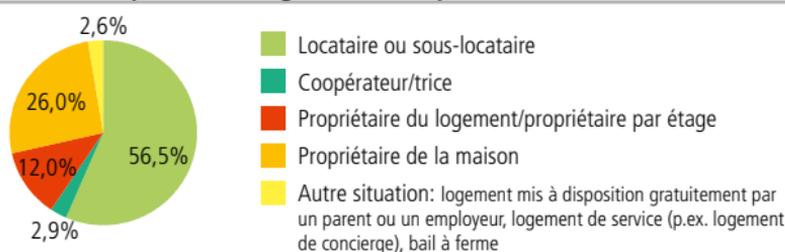
La maison individuelle reste la catégorie de bâtiment la plus importante

De 1970 à 2017, la part des maisons individuelles dans le parc immobilier est passée de 40% à 57%. Par contre en 2017 le nombre de nouvelles maisons individuelles a diminué de 4,9% par rapport à l'année précédente.

Augmentation constante du taux de propriété depuis 1970

A fin 2017 sur l'ensemble de la Suisse 38,0% des ménages, soit 1 413 352 ménages, sont propriétaires du logement qu'ils occupent. Depuis 1970, ce taux est en augmentation constante (1970: 28,5%; 1980: 30,1%; 1990: 31,3%; 2000: 34,6%). C'est dans la catégorie de la propriété par étage que cette croissance est la plus forte, passant de 237 716 ménages en 2000 à 445 559 en 2017 (+87%). Toutefois, les ménages possédant la maison dans laquelle se trouve leur logement représentent toujours la majorité des propriétaires (2000: 809 731; 2017: 967 793).

Statut d'occupation des logements occupés, en 2017



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Construction, logement

Principaux indicateurs du tourisme

	2015	2016	2017
Offre (lits)¹			
Hôtels et établissements de cure	273 507	271 710	275 203
Logements de vacances	...	163 045	159 063
Hébergements collectifs	...	123 208	116 640
Terrains de camping	124 284	123 344	123 096

Demande: nuitées en milliers

Hôtels et établissements de cure	35 628	35 533	37 393
Logements de vacances	...	6 808	7 319
Hébergements collectifs	...	5 270	5 398
Terrains de camping	2 657	2 786	3 174

Durée de séjour nuits

Hôtels et établissements de cure	2,0	2,0	2,0
Logements de vacances	...	6,7	6,8
Hébergements collectifs	...	2,6	2,6
Terrains de camping	3,0	2,9	2,9

Taux brut d'occupation des hôtels et établissements de cure

en % des lits recensés ¹	35,7	35,7	37,2
-------------------------------------	------	------	------

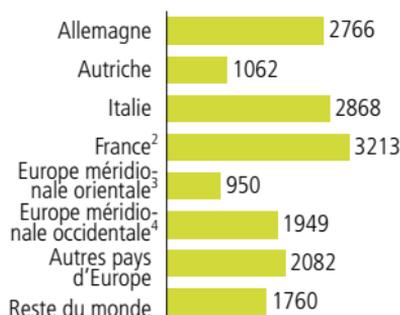
Balance touristique en millions de francs

Recettes générées par les hôtes étrangers en Suisse	15 753	15 772	16 025
Dépenses des Suisses à l'étranger	15 675	16 072	16 147
Solde	78	-300	-122

¹ Total des lits recensés dans les établissements (ouverts ou temporairement fermés) en moyenne annuelle

Destinations des voyages à l'étranger des Suisses¹, en 2017

en milliers



¹ Population résidante permanente dès 6 ans, voyages à l'étranger avec nuitées; total: 16,65 millions

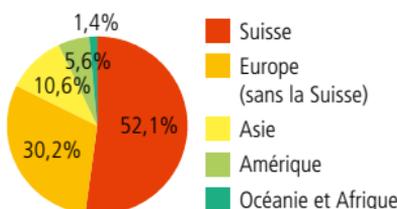
² Inclus les départements d'Outre-mer et Monaco

³ Grèce, Turquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Albanie, Slovaquie, Monténégro, Kosovo, Roumanie, Bulgarie, Macédoine

⁴ Espagne, Portugal, Andorre, Gibraltar

Nuitées dans l'hébergement touristique

selon la provenance des hôtes, en 2017



Comportement en matière de voyages

90,1% des personnes dès 6 ans vivant en Suisse ont accompli en 2017 au moins un voyage privé avec nuitées. Plus précisément, chaque personne a entrepris en moyenne 3,3 voyages avec nuitées et 10,0 voyages d'une journée. Plus de la moitié (56%) des voyages avec nuitées étaient des voyages de longue durée (4 nuitées et plus). Les voyages à l'étranger ont représenté 67% des voyages avec nuitées et 10% des voyages d'un jour.

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Tourisme

Déplacements pendulaires

En 2017, 9 personnes actives occupées sur 10 étaient des pendulaires, autrement dit des personnes qui quittent leur domicile pour se rendre au travail. Environ 71 % des pendulaires travaillaient en dehors de leur commune de domicile.

Mobilité journalière, en 2015

	Distance en km	Durée en min. ²
Total	36,8	82,2
Motifs de déplacement		
Travail et formation	10,8	20,2
Achats	4,8	11,5
Loisirs	16,3	42,2
Déplacements professionnels	2,6	3,8
Services et accompagnement	1,8	3,4
Autres	0,7	1,1

Moyenne par personne¹ et par jour, en Suisse

	Distance en km	Durée en min. ²
Moyens de transport		
À pied	1,9	29,8
Vélo	0,8	4,0
Vélo électrique	0,1	0,3
Motocycle (y c. cyclomoteur)	0,5	1,0
Voiture	23,8	33,9
Bus (y c. car postal)	1,1	3,4
Tram	0,4	1,5
Train	7,5	6,7
Autres	0,7	1,8

1 Population résidante permanente de la Suisse âgée de 6 ans et plus

2 Sans les temps d'attente et de correspondance

Infrastructures de transport

Comparées à celles d'autres pays, les infrastructures suisses de transport sont très développées. Elles occupent un peu plus de 2% du territoire national et environ un tiers des surfaces d'habitat et d'infrastructure. Outre les routes et les voies de chemin de fer, l'infrastructure compte 127 km de chemins de fer à crémaillère, 327 km de voies de tram et près de 1000 km de lignes de transport par câble. Dans le domaine du trafic aérien, les trois aéroports de Zurich, Genève et Bâle assurent les liaisons avec les aéroports européens et mondiaux. Les onze aérodromes régionaux servent en premier lieu aux vols pour voyages d'affaires, aux vols de plaisance et aux vols de travail.

Passagers aériens: trafic de ligne et charter, en 2017

Passagers à l'arrivée et au départ, en milliers

Total aéroports	54 912
Zurich	29 361
Genève	17 260
Bâle-Mulhouse	7 869
Aérodromes régionaux	422

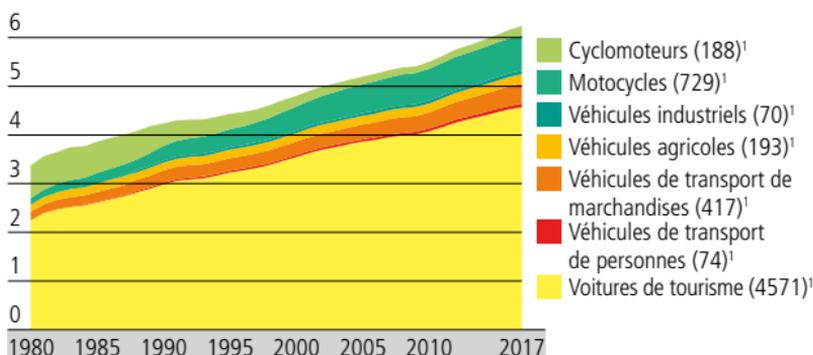
En 2017, les aéroports suisses ont enregistré dans le trafic de ligne et charter 0,5 million de décollages et atterrissages ainsi que 54,9 millions de passagers (passagers locaux et en transfert). Si le nombre de mouvements aériens dans le trafic de ligne et charter a reculé de 13% depuis 2000, le nombre de passagers s'est quant à lui accru de 60%. Ces évolutions contraires s'expliquent par l'utilisation d'avions de plus grande taille et par des taux d'occupation plus élevés.

Infrastructures et longueur du réseau

	En km	Année
Route		
Routes nationales	1 855	2017
dont autoroutes	1 458	2017
Routes cantonales	17 843	2017
Routes communales	51 859	2017
Rail		
Réseau ferroviaire	5 177	2015
Navigation		
Réseau navigable du transport public de personnes (y c. bacs)	562	2015

Parc des véhicules routiers motorisés

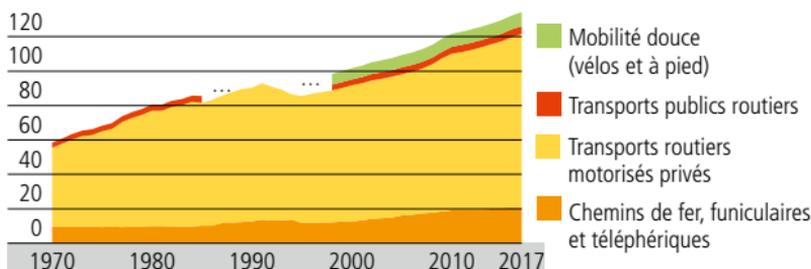
en millions



¹ Entre parenthèses: parc 2017, en milliers

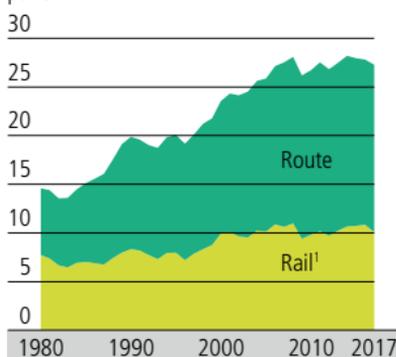
Prestations du transport de personnes

en milliards de personnes-kilomètres par an

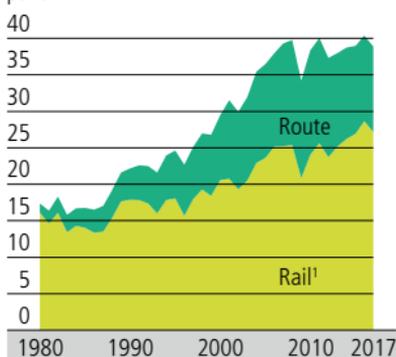


Prestations du transport de marchandises

Total, en milliards de tonnes-kilomètres par an



A travers les Alpes, en millions de tonnes par an

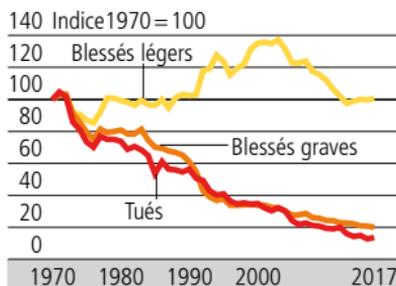


¹ Tonnes (-kilomètres) nettes, sans le poids des véhicules, des remorques, des conteneurs et des caisses mobiles dans le transport combiné

Victimes d'accidents par mode de transport, en 2017

Trafic routier	
Tués	230
Blessés graves	3 654
Blessés légers	17 759
Trafic ferroviaire	
Tués	21
Aviation civile	
Tués	13

Victimes d'accidents de la route



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Mobilité et transports



	Année	Suisse	Allemagne	Grèce
Habitants en milliers	2017 ⁴	8 484	82 522	10 768
Habitants par km ²	2016 ⁴	211	...	82
Part des moins de 20 ans	2017 ⁴	20,0	18,4	19,4
Part des plus de 64 ans	2017 ⁴	18,3	21,2	21,5
Part de la population étrangère	2017 ⁴	25,1	11,2	7,5
Naissances vivantes pour 1000 habitants	2016	10,4	9,6	8,6
Naissances hors mariage en %	2016	24,2	35,5	9,4
Espérance de vie ¹ des femmes en années	2016	85,6	83,5	84,0
Espérance de vie ¹ des hommes en années	2016	81,7	78,6	78,9
Surface totale en km ²	2009 ⁵	41 285	357 108	131 957
Part des surfaces agricoles	2009 ⁵	36,9	52,2	40,1
Part des surfaces boisées	2009 ⁵	30,8	32,3	30,7
Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO ₂ (t par habitant)	2016 ⁵	5,7	11,0	8,5
Taux d'actifs occupés	2017	84,0	78,2	68,3
Femmes	2017	79,3	74,0	60,3
Hommes	2017	88,5	82,4	76,4
Taux de chômage au sens du BIT (15–74)	2017	4,8	3,8	21,5
Femmes	2017	5,1	3,3	26,1
Hommes	2017	4,6	4,1	17,8
15–24 ans	2017	8,1	6,8	43,6
Chômeurs de longue durée au sens du BIT (15–74) en % des chômeurs	2017	34,7	41,7	72,8
Produit intérieur brut, par habitant, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2017	46 800	37 100	20 200
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	2017	0,6	1,7	1,1
Consommation brute d'énergie, en tonnes d'équivalent de pétrole brut par habitant	2016	3,1	3,8	2,2
Part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie brute en %	2016	20,8	12,3	10,9
Lits dans les hôtels et établissements de cure pour 1000 habitants	2017	32,4	22,0	73,8
Voitures de tourisme pour 1000 habitants	2016 ⁵	543	546	479
Accidents de la route: tués par mio. d'habitants	2016 ⁵	26	39	76
Dépenses de protection sociale en % du PIB	2016	28,1	29,4	26,6
Coûts du système de santé en % du PIB	2016	12,2	11,1	8,5
Mortalité infantile ²	2016	3,6	3,4	4,2
Jeunes (18–24) sans formation post-obligatoire en %	2017	26,6	35,6	13,4
Personnes (25–64) avec une formation achevée la plus élevée: degré tertiaire en %	2017	42,6	28,6	31,0
Dépenses publiques pour l'éducation % du PIB	2015	5,1	4,5	3,7
Taux de risque de pauvreté ³	2017	...	9,0	12,8
Médiane du revenu disponible équivalent, en standard de pouvoir d'achat (SPA)	2017	27 602	21 179	9 063
Coût du logement en % du revenu disponible des ménages	2017	...	26,3	41,1

1 A la naissance

2 Enfants décédés dans leur première année de vie pour 1000 naissances vivantes

3 En % de tous les actifs occupés

4 Au 1^{er} janvier

5 Au 31 décembre



Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Autriche	Suède	Roy.-Uni	EU-28
46 528	66 989	60 589	17 082	8 773	9 995	65 809	511 523
93	106	204	498	106	24	271	118
19,8	...	18,3	22,3	19,6	22,9	23,5	20,9
19,0	...	22,3	18,5	18,5	19,8	18,1	19,4
9,5	6,9	8,3	5,4	15,2	8,4	9,2	...
8,8	11,7	7,8	10,1	10,0	11,7	11,8	10,1
45,9	59,7	28,0	50,4	...	54,9	...	...
86,3	85,7	85,6	83,2	84,1	84,1	83,0	83,6
80,5	79,5	81,0	80,0	79,3	80,6	79,4	78,2
505 991	632 834	301 336	41 543	83 879	441 370	248 528	...
50,8	46,5	48,7	50,8	34,0	8,5	64,1	...
25,2	25,9	31,0	10,7	40,6	63,3	13,1	...
7,0	6,8	7,1	11,4	9,1	5,3	7,3	8,4
73,9	71,5	65,4	79,7	76,4	82,5	77,6	73,4
68,8	67,6	55,9	75,2	71,8	80,7	72,9	67,9
78,9	75,6	75,0	84,2	81,0	84,3	82,3	78,9
17,2	9,4	11,2	4,9	5,5	6,7	4,4	7,6
19,0	9,3	12,4	5,3	5,0	6,4	4,2	7,9
15,7	9,5	10,3	4,5	5,9	6,9	4,5	7,4
38,6	22,3	34,7	8,9	9,8	17,8	12,1	16,8
44,5	45,1	57,8	39,5	33,4	18,5	25,9	44,7
27 600	31 100	28 900	38 400	38 100	36 300	31 600	30 000
2,0	1,2	1,3	1,3	2,2	1,9	2,7	1,7
2,6	3,7	2,6	4,6	3,9	4,9	2,9	3,2
14,3	9,9	16,8	4,7	29,7	37,1	8,1	13,2
41,2	19,7	37,0	15,8	69,5	24,6	...	...
492	479	625	481	550	477	474	...
39	52	54	37	50	27	28	...
24,3	34,3	29,7	29,5	30,3	29,6	26,2	28,1
9,0	11,5	8,9	10,4	10,4	10,9	9,8	...
2,7	3,7	2,8	3,5	3,1	2,5	3,8	3,6
33,8	16,5	30,8	27,9	20,4	28,5	15,4	25,9
36,4	35,2	18,7	37,2	32,4	41,9	42,8	31,5
4,2	5,5	4,1	5,4	5,4	7,1	5,7	5,0
13,1	7,4	12,3	6,1	7,7	6,9	9,0	9,5
15 333	20 624	16 213	21 195	23 112	20 752	17 369	...
18,2	17,6	16,3	23,4	17,9	21,7	24,8	20,9

Bilans et bénéfices des banques à la fin de 2017

Catégories	Nombre d'établissements		Bilan en mio. de fr.	Bénéfice/ Perte	Effectifs en équi- valents plein temps
	1990	2017			
Total	625	253	3 249 443	7 900	110 415
Banques cantonales	29	24	575 343	2 936	17 322
Grandes banques	4	4	1 566 435	3 161	39 786
Banques régionales, caisses d'épargne	204	62	118 131	417	3 855
Banques Raiffeisen	2	1	225 253	894	9 079
Autres banques	5	14	209 474	711	7 749
Succursales de banques étrangères	16	23	93 320	217	1 079
Banquiers privés	22	6	6 198	50	531

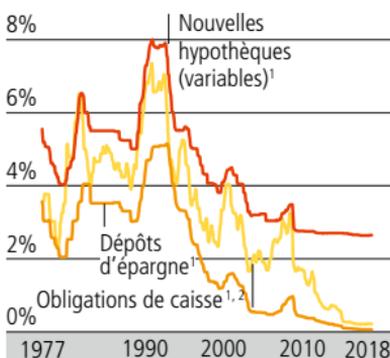
Structure du bilan des banques, en 2017

Actifs	in %
Total	100
dont étranger	41,6
Liquidités	15,7
Créances sur les banques	8,2
Créances envers clients	19,3
Créances hypothécaires	30,6
Participations	4,1
Immobilisations	0,7
Autres	21,4
Passifs	
Total	100
dont étranger	43,4
Engagements envers les banques	12,0
Engagements résultant des dépôts de clientèle	55,0
Obligations de caisse	0,3
Prêts sur lettres de gage et emprunts	13,1
Autres	19,5

Prestations des assurances, en 2017

Versées en Suisse dans l'assurance directe

Branche d'assurance	Mio. de fr.	En %
Total	29 824	100
Vie	12 804	42,9
Maladie	7 886	26,4
Véhicules automobiles	3 687	12,4
Accidents	2 013	6,7
Responsabilité civile	796	2,7
Incendies	450	1,5
Autres	2 288	7,7

Taux d'intérêt

1 Jusqu'en 2007, valeur moyenne de toutes les banques cantonales; dès 2008, valeur moyenne de 60 établissements (y compris les banques cantonales)

2 Jusqu'en 2007, pour une période de 3 à 8 ans; dès 2008, pour une période de 5 ans

Cours des devises en Suisse¹

	2014	2016	2018
\$ 1	0,915	0,985	0,978
¥ 100	0,865	0,908	0,886
€ 1	1,215	1,090	1,155
£ 1	1,507	1,335	1,306

1 Cours d'achat des banques, moyenne annuelle

Assurances privées, en 2017
en millions de francs

Branche d'assurance	Primes¹	Prestations¹
Total	127 273	77 891
Assurance-vie	31 410	30 651
Assurance-accidents/ dommages	47 857	31 044
Réassurance	48 006	16 196

1 A l'intérieur et à l'extérieur du pays

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Monnaie, banques, assurances

► www.snb.ch/fr (Banque nationale suisse)

► www.finma.ch (Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers) → assurances privées

Les trois niveaux du système de sécurité sociale

Le système suisse de sécurité sociale est structuré en trois niveaux:

Le premier niveau est formé par la garantie individuelle du niveau de vie et par les prestations publiques de base. Celles-ci sont accessibles à tous et englobent le système éducatif, le système judiciaire ainsi que la sécurité publique.

Le deuxième niveau comprend toutes les assurances sociales et vise à couvrir des risques comme la vieillesse, la maladie, l'invalidité, le chômage et la maternité.

Enfin, le troisième niveau englobe l'aide sociale au sens large. L'aide sociale économique, appelée également aide sociale au sens strict, forme le dernier maillon du système de sécurité sociale. On ne peut y recourir que lorsque d'autres prestations, par exemple des assurances sociales, ne sont pas disponibles ou qu'elles sont épuisées. En outre, l'aide sociale présuppose une situation de besoin. Elle n'est accordée qu'à des personnes se trouvant dans une situation économique difficile.

En amont de l'aide sociale économique, toujours au troisième niveau, il existe d'autres prestations sous condition de ressources visant à prévenir la dépendance de l'aide sociale économique. Parmi ces dernières se trouvent les prestations complémentaires, les avances sur pensions alimentaires ainsi que les aides cantonales au logement, à la famille, aux chômeurs et aux personnes âgées/invalides.

Dépenses totales pour la protection sociale

En 2016, les dépenses totales de la protection sociale se sont élevées à 185 milliards de francs dont 170 milliards de francs pour les prestations sociales proprement dites. Environ 80% de ces dernières sont accordées dans le cadre des assurances sociales (ce qui correspond au deuxième niveau du système de protection sociale).

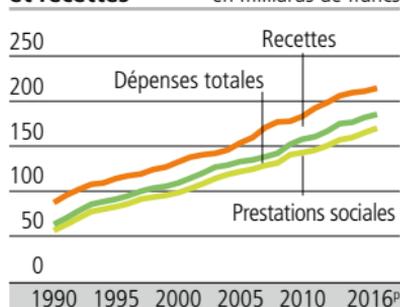
Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs, à prix courants

	1990	2000	2010	2015	2016 ^P
Dépenses totales	63,1	109,0	157,8	181,7	185,3
dont prestations sociales	56,1	98,2	142,8	165,0	170,0
en % du PIB	15,7	21,4	23,5	25,2	25,8
Recettes totales	87,3	132,4	183,1	211,2	214,4

Protection sociale: dépenses et recettes

en milliards de francs



Prestations sociales par fonction, en 2016^P

Fonction	en %
Vieillesse	42,1
Maladie/soins de santé	31,2
Invalidité	8,8
Survie	4,9
Famille/enfants	5,9
Chômage	3,8
Exclusion sociale	3,0
Logement	0,5

A quoi les dépenses sont-elles consacrées?

La répartition des prestations sociales entre les différents risques et besoins (fonctions des prestations sociales) est très inégale: la vieillesse, la maladie/soins de santé et l'invalidité absorbent ensemble plus des quatre cinquièmes des prestations sociales.

Assurances sociales: bénéficiaires, en 2017

en milliers

AVS: rentes vieillesse	2324,8	PP: rentes d'invalidité	117,3
AVS: rentes complémentaires	54,1	AI: rentes d'invalidité	249,2
AVS: rentes survivants	186,3	AI: rentes complémentaires	70,1
PC à l'AV ¹	204,8	PC à l'AI	114,2
PC à l'AS ¹	3,8	AA ² : rentes survivants	18,9
PP: rentes vieillesse	773,3	AA ² : rentes d'invalidité	81,3
PP: rentes de veufs/veuves	189,6	AC ³	330,5

1 Prestations compl. à l'assurance-vieillesse/assurance-survivants

2 Assurance-accidents (chiffres 2016)

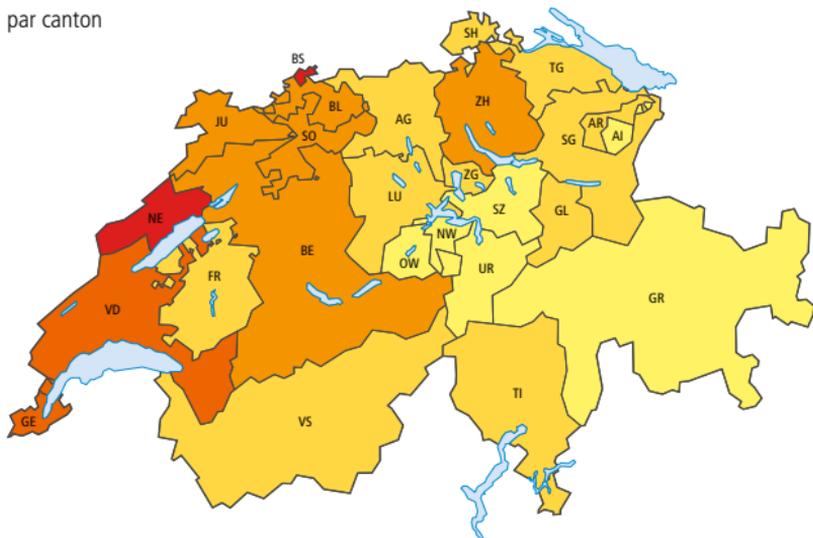
3 Assurance-chômage

Assurance-maladie

Les primes cantonales moyennes annuelles par assuré dans l'assurance-maladie obligatoire ont passé de 2091 à 3605 francs entre 2002 et 2017. En 2017, la prime annuelle moyenne se montait à 4224 francs par année pour les adultes, à 3724 francs pour les jeunes adultes et à 1103 francs pour les enfants. On observe cependant ici d'importantes disparités entre les cantons. En 2017, cette prime atteint en moyenne 4812 francs dans le canton de Bâle-Ville et 2633 francs dans celui d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Taux d'aide sociale, en 2017

par canton



Part des bénéficiaires de l'aide sociale dans la population résidente, en %

< 1,5
 1,5 – 2,9
 3,0 – 4,4
 4,5 – 5,9
 ≥ 6,0

CH: 3,3

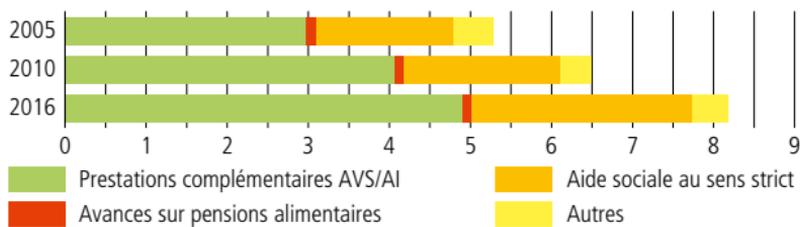
Hausse des dépenses d'aide sociale

En 2016, 8,2 milliards de francs nets ont été dépensés pour l'aide sociale au sens large en Suisse, soit environ 208 millions de francs de plus qu'en 2015 (+2,6%). Environ 60% de ces dépenses étaient imputables aux prestations complémentaires à l'AVS/AI (4,9 milliards de francs) et environ un tiers à l'aide sociale au sens strict (2,7 milliards de francs). Les autres prestations de l'aide sociale au sens large (aides aux personnes âgées et aux personnes invalides, aides aux chômeurs, aides à la famille, avances sur pensions alimentaires et aides au logement) ne représentaient ensemble que 6,8% des dépenses.

Les dépenses annuelles moyennes par habitant pour l'aide sociale au sens large ont atteint 972 francs, soit 1,4% de plus qu'en 2015. Les dépenses par bénéficiaire de l'aide sociale au sens strict ont augmenté de 1,0% entre 2015 et 2016, passant de 9859 francs à 9961 francs. L'aide sociale au sens large est financée principalement par les cantons. En 2016, ces derniers ont pris en charge 44,6% des dépenses nettes dans ce domaine; les communes en ont financé 36,8% et la Confédération 17,9%.

Dépenses nettes pour l'aide sociale au sens large

en milliards de francs (prix courants)



Les bénéficiaires de l'aide sociale

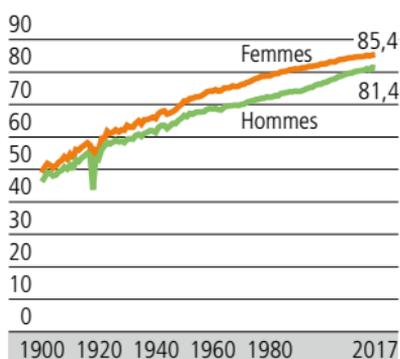
278 345 personnes, soit 3,3% de l'ensemble de la population, ont perçu une aide sociale en 2017. On observe des disparités importantes entre régions: les grandes villes et celles de taille moyenne présentent les taux les plus élevés. Dans les grands centres urbains, les types de population dépendant le plus fortement de l'aide sociale, comme les familles monoparentales, les personnes de nationalité étrangère ou les personnes en fin de droit sont surreprésentées. Le risque de dépendre de l'aide sociale varie beaucoup selon l'âge, la structure familiale et la nationalité des personnes.

Le taux d'aide sociale est le plus élevé chez les enfants et les jeunes de moins de 18 ans. De manière générale, il tend à diminuer avec l'âge. Il est le plus faible (0,2%) chez les personnes de 65 ans et plus, qui sont soutenues, en cas de besoin, par des prestations complémentaires.

Taux d'aide sociale, en 2017 en %

	Taux d'aide sociale, en 2017 en %
Total	3,3
Classes d'âge	
0–17 ans	5,3
18–25 ans	3,8
26–35 ans	3,9
36–45 ans	3,9
46–55 ans	3,5
56–64 ans	2,9
65–79 ans	0,2
Personnes de nationalité suisse	
Hommes	2,4
Femmes	2,2
Personnes de nationalité étrangère	
Hommes	6,0
Femmes	6,7

Espérance de vie



L'espérance de vie a augmenté de manière exceptionnelle au cours du siècle dernier. Cette progression est due principalement au recul de la mortalité infantile et post-infantile. L'augmentation de l'espérance de vie s'est poursuivie ces dernières années: chez les femmes, elle a augmenté de 4,2 ans depuis 1991, chez les hommes de 7,3 ans (2017). Ces

derniers décèdent plus souvent prématurément (avant leur 70^e anniversaire), généralement des suites d'accidents ou de morts violentes, de cancers du poumon et de cardiopathies ischémiques.

Etat de santé auto-évalué en 2017

En 2017, 86% des hommes et 83% des femmes considéraient être en bonne, voire en très bonne santé; seuls 4% des hommes et des femmes se disant en mauvaise ou en très mauvaise santé. Il n'est cependant pas rare que des problèmes physiques ou psychiques passagers entravent la vie professionnelle et quotidienne. En moyenne, une personne a été absente de son travail durant 8 jours en 2017 à cause d'un problème de santé.

Maladies infectieuses¹, en 2017

Infections gastro-intestinales graves	8 977
Méningite	55
Hépatite B	35
Tuberculose	533
SIDA	67

¹ Nouveaux cas

Accidents, en 2017

	Hommes	Femmes
Professionnels	198 971	69 866
Non professionnels	319 384	226 905

Handicapés¹, en 2017

Degré d'invalidité	Hommes	Femmes
40–49%	5 554	6 516
50–59%	15 251	15 690
60–69%	7 411	6 743
70–100%	88 252	73 271

¹ Bénéficiaires de rentes AI

Causes de décès, en 2016

	Décès		Taux de mortalité ¹	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Toutes les causes	31 283	33 681	508,0	352,0
dont:				
Maladies infectieuses	359	393	5,9	4,1
Tumeurs malignes	9 371	7 830	156,0	106,0
Appareil circulatoire	9 357	11 355	144,0	98,1
Cardiopathies ischémiques	3 854	3 136	60,1	27,3
Maladies cérébro-vasculaires	1 381	2 097	20,9	18,8
Appareil respiratoire, toute formes	2 183	1 925	33,4	18,9
Accidents et morts violentes	2 173	1 542	40,6	18,6
Accidents, toutes formes	1 329	1 223	23,3	12,2
Suicides	759	257	15,5	5,2

¹ pour 100 000 habitants (standardisé par âge)

Mortalité infantile

	1970	1980	1990	2000	2010	2017
pour 1000 enfants nés vivants	15,1	9,1	6,8	4,9	3,8	3,5

Consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en 2017

La consommation de drogues illégales est surtout le fait d'adolescents et de jeunes adultes. En 2017, environ 12% des 15 à 39 ans consommaient du cannabis. La consommation de tabac et d'alcool représente un problème de santé publique beaucoup plus important: la population comptait en 2017 quelque 27% de fumeurs, soit 23% des femmes et 31% des hommes. Ces parts ont légèrement baissé depuis 1992, mais elles sont restées stables depuis la dernière enquête sur la santé, en 2012. La part des personnes consommant quotidiennement de l'alcool a reculé à 11% en 2017 (1992: 20%). 15% des hommes et 7% des femmes consomment de l'alcool quotidiennement.

Prestations, en 2017 en %¹

	en % ¹	
	Hommes	Femmes
Ont consulté un médecin	74,4	87,9
Ont séjourné à l'hôpital	10,6	13,4
Aide et soins à domicile	1,8	3,8

¹ Population de 15 ans et plus

Médecins et dentistes

pour 100 000 habitants

	1990	2017
Médecins ayant un cabinet ¹	153	222
Dentistes	48	51

¹ Dès 2008, médecins avec activité principale dans le secteur ambulatoire

Taux d'hospitalisation dans les hôpitaux de soins aigus, en 2017 en %¹

	Total	Hommes	Femmes
15–59 ans	10,2	8,4	12,2
60–79 ans	24,4	27,3	21,7
80+ ans	44,2	50,4	40,5

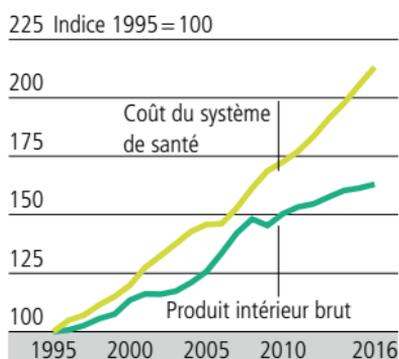
¹ du groupe de population concerné

Etablissements médico-sociaux

en milliers

	2010	2017
Nombre de clients: total	138,9	158,3
dont:		
Clients ≥ 80 ans	105,7	119,6
Hommes	26,8	33,1
Femmes	78,9	86,6

Coûts de la santé



En 2016, les dépenses pour la santé ont représenté 12,2% du produit intérieur brut, contre 8,3% en 1990. La progression est due dans une large mesure au développement de l'offre (extension des prestations, spécialisation croissante, progrès techniques, amélioration du confort, etc.). Ces causes sont plus importantes que le vieillissement de la population.

en millions de francs 2006 2016

Total	55 185	80 499
Soins curatifs hospitaliers	12 713	15 759
Soins curatifs ambulatoires	13 744	21 422
dont:		
Hôpitaux	3 064	6 796
Médecins	6 257	9 200
Dentistes	3 462	4 002
Réadaptation	2 433	3 560
Soins de longue durée	10 496	15 646
Services auxiliaires ¹	2 010	5 977
Biens de santé ²	9 875	13 148
dont:		
par les pharmacies	5 909	7 113
par les médecins	2 827	4 318
Prévention	1 425	1 884
Administration	2 489	3 103

¹ Par ex. examens en laboratoire, radiologie, transport, dès 2010 y compris prestations d'intérêt général

² Médicaments et appareils thérapeutiques

Vers un espace suisse de la formation

Le système éducatif suisse est fortement marqué par le fédéralisme. La diversité des systèmes de formation se traduit surtout au niveau de la scolarité obligatoire: selon le canton, on compte dans le degré secondaire I deux, trois ou quatre filières d'enseignement aux exigences différentes. Par ailleurs, le système suisse de formation évolue: avec l'harmonisation de la scolarité obligatoire, la durée de la scolarité obligatoire passe de neuf à onze ans. Dans la majorité des cantons les deux années du cursus pré-primaire qui étaient jusque-là facultatives sont devenues obligatoires. Au-delà des réformes de la scolarité obligatoire, les structures existantes au niveau national ont été revues au cours des deux dernières décennies (introduction de nouveaux types de maturité, création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques, mise en œuvre de la réforme de Bologne). Ces réformes répondent à une demande de formation croissante.

Elèves et étudiants

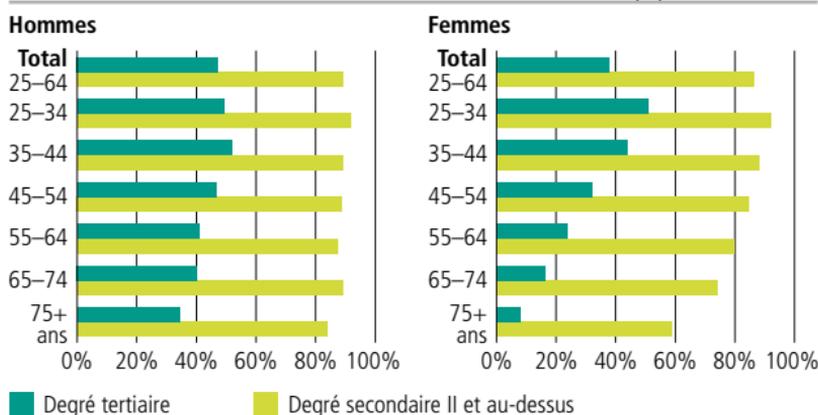
Degré d'enseignement	Nombre en milliers			Part des femmes, en %		
	2000/01	2005/06	2016/17	2000/01	2005/06	2016/17
Total	1 441,7	1 496,1	1 602,9	47,8	48,1	48,5
Scolarité obligatoire	957,2	957,3	936,6	48,7	48,6	48,5
Préscolarité	156,4	156,1	170,8	48,5	48,4	48,7
Degré primaire	473,7	454,1	486,8	49,3	49,2	49,1
Degré secondaire I	278,5	298,4	247,5	49,7	49,6	49,2
Programmes spéciaux	48,6	48,7	31,4	37,9	37,7	34,8
Degré secondaire II	315,7	324,5	365,6	47,8	47,5	47,5
Degré tertiaire	160,5	204,7	300,8	41,9	46,8	49,7
Form. prof. supérieure	38,7	38,2	56,7	43,1	43,6	44,1
Hautes écoles universitaires	96,7	112,4	148,5	45,6	49,1	50,4
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)	25,1	54,1	95,6	25,9	44,4	52,1

Réduction des différences entre les sexes

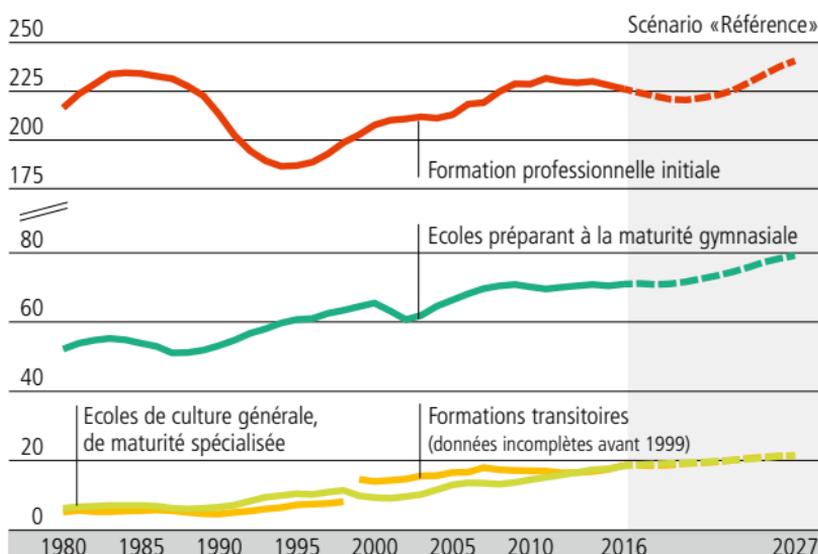
Les femmes sont les principales bénéficiaires de l'essor de la formation au cours des dernières décennies. De nos jours, presque autant de femmes que d'hommes commencent et terminent une formation postobligatoire. Alors que le rapport entre le nombre de femmes et d'hommes qui commencent et terminent une formation dans une haute école s'est équilibré, la proportion des hommes qui terminent une formation professionnelle supérieure reste plus élevée que celle des femmes. En moyenne, les hommes continuent de suivre des études plus longues. Les filles réussissent, à l'inverse, mieux la scolarité obligatoire: elles sont plus rarement placées dans une classe spéciale et sont relativement plus nombreuses à fréquenter un programme d'école à exigences élevées au degré secondaire I. Le choix des filières fait toutefois apparaître des différences particulièrement nettes aussi bien au niveau de la formation professionnelle qu'à celui des hautes écoles: certaines filières sont suivies essentiellement par des femmes ou par des hommes, un fait qui est lié à une conception traditionnelle du rôle social. Dans le secteur de la formation professionnelle, les hommes sont majoritaires dans l'industrie et l'artisanat, tandis que les femmes prédominent dans la vente et dans les professions de la santé et des soins corporels. Dans le secteur des hautes écoles, les hommes donnent la préférence aux sciences techniques, aux sciences naturelles et à l'économie, les femmes ont une plus grande prédilection pour les sciences humaines, le travail social et les arts appliqués.

Niveau de formation, en 2017

en % de la population résidente


Elèves du degré secondaire II

En milliers


La participation à la formation augmente

La participation à la formation du degré secondaire II et surtout du degré tertiaire a clairement augmenté durant ces trente dernières années. Cela concerne en particulier les formations qui permettent un accès aux hautes écoles. Ainsi le taux de maturités professionnelles et générales a augmenté de 25,7% en 2000 à presque 40% en 2016 (y c. maturité spécialisée).

Dans les hautes écoles, le nombre d'étudiants a plus que doublé entre 2000 et 2016. Ceci est surtout dû à la création des hautes écoles spécialisées et pédagogiques.

Cette évolution a pour conséquence une ostensible élévation du niveau de formation de la population suisse attendue pour ces prochaines années. La part des personnes détentrices d'un diplôme du degré tertiaire au sein de la population âgée de 25 à 64 ans devrait en effet passer de 40% en 2014 à 50% en 2027.

Quelques titres de formation, en 2017

Degré d'enseignement	Total	Femmes en %
Degré secondaire II		
Certificat maturité gymnasiale	17 918	58,0
Certificat maturité profes.	14 320	47,0
Certif. form. prof. initiale LFPr ¹	68 780	45,6
Degré tertiaire		
Formation profes. supérieure		
Diplôme école supérieure	8 754	49,0
Diplôme fédéral	2 954	29,9
Brevet fédéral	14 448	38,2
Hautes écoles spécialisées		
Diplôme	1 064	49,2
Bachelor	16 922	55,6
Master	4 367	53,8
Hautes écoles universitaires		
Licence/diplôme	104	78,8
Bachelor	14 473	52,4
Master	13 981	51,0
Doctorat	4 151	44,8

1 Y c. attestation fédérale de formation profes.

Enseignants, en 2016/17 Personnel des hautes écoles, en 2017

	Equivalents plein temps	Femmes en %
Scolarité obligatoire ¹		
Préscolarité	9 139	94,6
Degré primaire	30 449	82,5
Degré secondaire I	19 583	54,6
Degré secondaire II ²	17 412	43,6
Hautes écoles universitaires		
Professeurs	4 072	22,8
Autres enseignants	2 768	28,8
Assistants ³	22 066	43,8
Hautes écoles spéc. (y c. HEP)		
Professeurs	1 834	29,9
Autres enseignants	5 880	42,1
Assistants ³	4 155	44,4

1 Sans les programmes d'enseignement spéciaux, comptage double non exclu

2 Formation générale et professionnelle

3 Y c. collaborateurs scientifiques

Dépenses publiques d'éducation, en 2016

en milliards de francs

Total	37,2
dont rémunération des enseignants	24,7
Scolarité obligatoire (y c. préscolarité)	16,6
Ecoles spéciales	1,9
Form. professionnelle initiale	3,6
Ecoles de formation générale	2,3
Form. professionnelle supérieure	0,4
Hautes écoles	8,1
Inclassable	0,6

Formation continue

La majorité de la population suisse (presque 80% de la population résidante permanente âgée de 25 à 64 ans) a suivi en 2016 au moins une formation continue sous l'une ou l'autre de ces formes. Il est à relever que l'intégration au marché du travail et le niveau de formation influent positivement sur la participation à la formation continue.

La Suisse très active dans le domaine de la recherche

Les activités de recherche et développement (R-D) sont essentielles à l'économie. Avec 3,4% de son PIB consacrés à la R-D (2015), la Suisse fait partie des pays les plus actifs en matière de recherche. En 2015, quelque 22 milliards de francs ont été consacrés à la R-D sur le sol suisse. L'économie privée y a contribué pour 71%, les hautes écoles pour 27%, la Confédération et diverses organisations sans but lucratif pour 2%. Les entreprises suisses investissent également beaucoup dans la R-D à l'étranger; en 2015, elles y ont consacré plus de 15,3 milliards de francs, soit un montant presque égal aux 15,7 milliards de francs dépensés en Suisse-même.

► www.statistique.admin.ch →

Trouver des statistiques → Education et science

La presse suisse en pleine mutation

Depuis le début de ce millénaire, le marché suisse de la presse quotidienne s'est profondément transformé. En Suisse alémanique, le journal gratuit «20 Minuten» est le quotidien le plus lu avec 1,3 millions de lectrices et de lecteurs par édition. Son pendant romand, «20 minutes», arrive également en tête du lectorat, avec 496 000 lectrices et lecteurs. En Suisse italienne, le journal le plus populaire est le «Corriere del Ticino», un titre payant (98 000 lectrices et lecteurs). Lancé en 2011, le «20 minuti» compte quant à lui 92 000 lectrices et lecteurs.

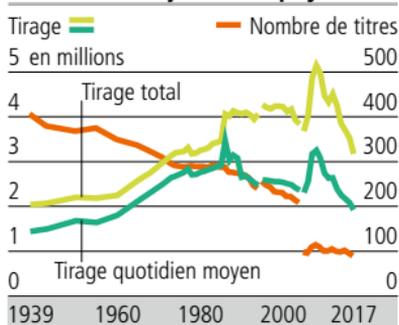
Internet et téléphonie mobile

L'essor de la téléphonie mobile a précédé celui d'internet à la fin du 20e siècle, avant la convergence vers l'internet mobile. Le nombre de raccordements à la téléphonie mobile est passé de 0,1 million en 1990 à 11,1 millions fin 2017, soit 131 raccordements pour 100 habitants. Le nombre d'utilisateurs réguliers d'internet (plusieurs fois par semaine) âgés de 14 ans et plus est passé de 0,7 million en 1998 à 5,8 millions début 2018. La convergence se manifeste dans la très forte croissance du nombre de contrats de téléphonie mobile permettant l'accès à l'internet, qui est passé de 3,4 millions en 2010 à 8,4 millions en 2017. Le e-commerce est en plein développement. Le nombre de personnes ayant effectué au minimum un achat en ligne au cours des 12 derniers mois a augmenté de 50% depuis 2010 et atteint 4,9 millions en 2017.

Les dix plus grandes bibliothèques

En 2017, les dix plus grandes bibliothèques selon l'offre possèdent des collections totalisant environ 56,9 millions d'exemplaires.

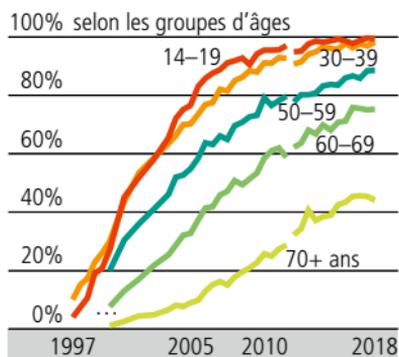
Évolution des journaux payants



Source: Association Médias Suisses / REMP (titres d'intérêt général à parution au moins hebdomadaire)

Utilisation d'internet

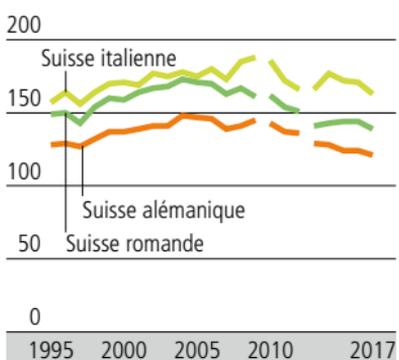
Part des utilisateurs réguliers¹



¹ Personnes utilisant internet plusieurs fois par semaine. Source: Net-Matrix-Base, OFS

Utilisation de la télévision

en minutes par jour et par personne



Source: Mediapulse SA, à partir de 2013 Kantar Media, 1983–2012 Telecontrol (base: population à partir de 3 ans, moyenne par jour (lu–di))

Écoute de la radio

en minutes par jour et par personne

	2007	2012	2017
Suisse alémanique	105	110	98
Suisse romande	98	93	79
Suisse italienne	99	105	99

Source: Mediapulse AG Radiocontrol (base: population à partir de 15 ans, moyenne par jour (lu–di))

Monuments historiques et musées

En 2016, ce sont en tout près de 75 000 monuments historiques qui étaient protégés en Suisse. Près de 4% de ceux-ci correspondaient à des édifices d'importance nationale, alors que les autres relevaient d'une importance régionale ou locale. Près d'un monument protégé sur dix était un édifice sacré. En 2017 la Suisse comptait 1111 musées totalisant 71,3 millions d'œuvres et autres objets ainsi que 13,5 millions d'entrées.

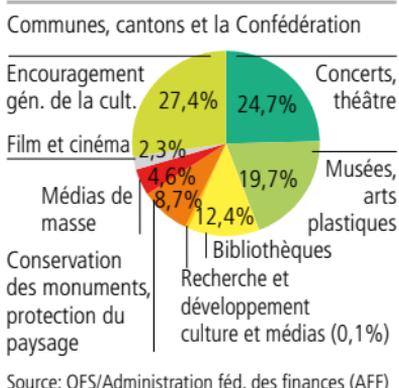
Dépenses culturelles et médiatiques des ménages privés

En 2016, les dépenses culturelles et médiatiques totales des ménages privés étaient d'environ 15,5 milliards de francs, soit 354 francs par mois et par ménage. Cela représente 6,7% des dépenses de consommation totales des ménages privés. Les dépenses dans le domaine des médias, par exemple pour des journaux, livres, abonnements TV et internet (y c. les abonnements combinés) ainsi qu'appareils de lecture et réception, représentaient une grande partie des dépenses culturelles totales : 85% (ou 13,2 milliards de francs). En dehors des médias, le principal poste de dépenses culturelles concerne le théâtre et les concerts, avec 705 millions de francs.

Financement de la culture par les pouvoirs publics

En 2016, environ un quart des montants versés par la Confédération, les cantons et les communes pour financer la culture (752 millions de francs) a été consacré au domaine «Concerts et théâtre». Le domaine «Musées et arts plastiques» a obtenu 601 millions. Suivent les domaines «Bibliothèques», «Conservation des monuments et protection des sites», «Médias de masse» et «Film et cinéma», avec des montants de respectivement 377, 266, 140 et 70 millions de francs.

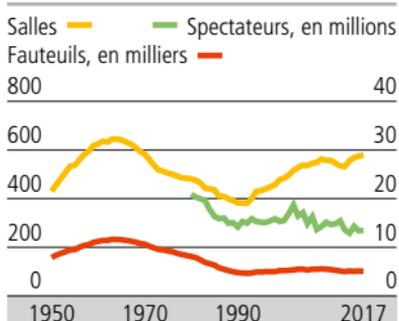
Affectation des dépenses publiques selon les domaines culturels, en 2016



Le paysage cinématographique suisse

Au début des années 2000, environ 1300 films étaient exploités en Suisse chaque année; ce nombre oscille aujourd'hui autour de 1900. Durant cette période, la part des films suisses a augmenté de 10% à 15% environ. La part de marché des films suisses est d'environ 5% en moyenne depuis 2000.

Cinéma



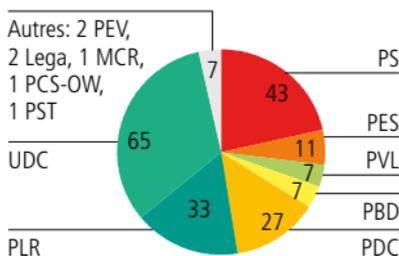
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Culture, médias, société de l'information, sport

Le système politique

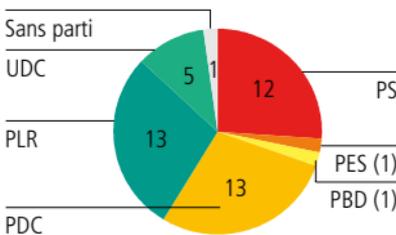
La Suisse est un Etat fédéral depuis 1848; elle se compose aujourd'hui de 26 cantons. Le Conseil fédéral est un gouvernement collégial comptant 7 membres (depuis 2016: 2 PLR, 2 PS, 2 UDC, 1 PDC).

Il est élu par le Parlement, constitué de deux chambres: le Conseil national (composé de 200 représentants du peuple) et le Conseil des Etats (qui compte 46 représentants des cantons). Le système politique suisse se caractérise en outre par des droits populaires étendus (initiative et référendum) et par des votations populaires.

Conseil national 2015: mandats



Conseil des Etats 2015: mandats



Elections au Conseil national 2015

	Force électorale en %	Mandats	Femmes	Hommes	Part des femmes en %
PLR	16,4	33	7	26	21,2
PDC	11,6	27	9	18	33,3
PS	18,8	43	25	18	58,1
UDC	29,4	65	11	54	16,9
PVL	4,6	7	3	4	42,9
PBD	4,1	7	1	6	14,3
PES	7,1	11	5	6	45,5
Petits partis de droite ¹	2,6	3	1	2	33,3
Autres ²	5,3	4	2	2	50,0

¹ DS, UDF, Lega (2 mandats, 1 femme), MCR (1 mandat)

² PEV (2 mandats, 2 femmes), PCS, PST (1 mandat), Sol., groupes épars (PCS-OW 1 mandat)

Abréviations, voir plus bas

Elections au Conseil national 2015

Deux partis sont sortis vainqueurs des élections au Conseil national de 2015: l'UDC, qui est en nette progression et qui remporte 29,4% des voix – meilleur résultat qu'un parti ait obtenu depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919 – et le PLR, qui progresse pour la première fois depuis 1979. Ont perdu des voix les nouveaux partis du centre (PBD et PVL), les Verts (PES) et le PDC qui a atteint son niveau historique le plus bas. La tendance observée aux élections de 2011 – où l'émergence des nouveaux partis du centre (PVL, PBD) avait eu pour effet d'atténuer la polarisation du paysage politique – a été stoppée et s'est en partie inversée.

Abréviations des partis

PLR Parti libéral-radical¹
 PDC Parti démocrate-chrétien suisse
 PS Parti socialiste suisse
 UDC Union démocratique du centre
 PBD Parti bourgeois-démocratique

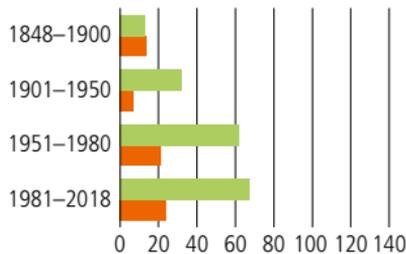
PEV Parti évangélique populaire
 PCS Parti chrétien-social
 PVL Parti vert-libéral
 PST Parti suisse du travail
 Sol. SolidaritéS
 PES Parti écologiste suisse
 UDF Union démocratique fédérale

DS Démocrates suisses
 Lega Lega dei ticinesi
 MCR Mouvement Citoyens Romand

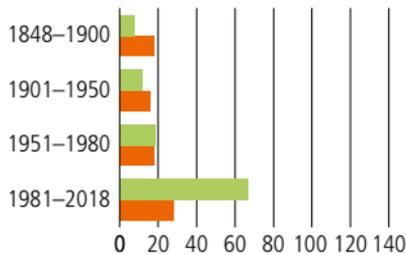
¹ En 2009, fusion du parti radical-démocratique suisse (PRD) avec le PLS sous la dénomination «PLR. Les Libéraux-Radicaux»

Votations populaires fédérales

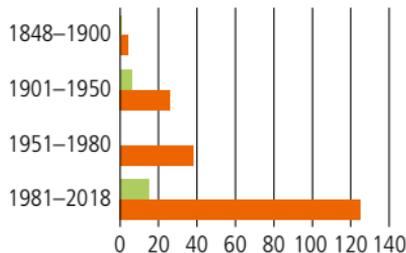
Référendums obligatoires¹



Référendums facultatifs



Initiatives populaires²

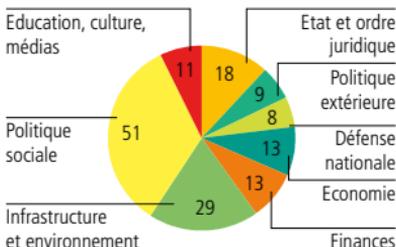


■ Accepté ■ Rejeté

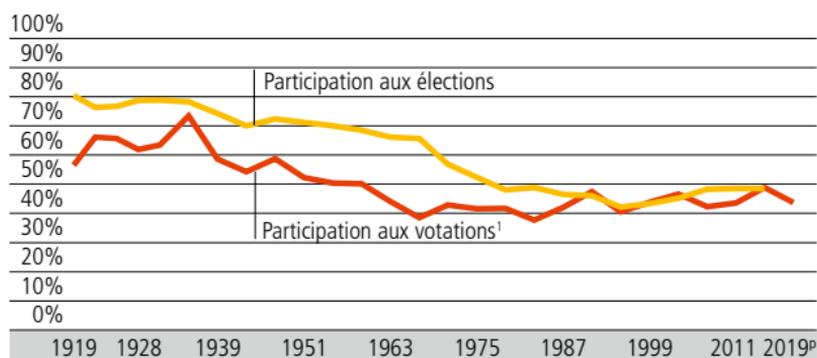
1 Y c. contre-projets à des initiatives populaires

2 Y c. initiatives accompagnées d'un contre-projet

Objets 2001-2018



Participation aux élections et aux votations



¹ Il s'agit de moyennes établies pour les votations qui ont eu lieu au cours des deux ans précédant et suivant les élections au Conseil national. Jusqu'en 1931, la période considérée est de deux fois une année et demie, car les élections avaient alors lieu tous les trois ans.

Participation aux votations et élections fédérales

Avec 80% de participation aux élections au Conseil national en 1919, celle-ci a plutôt diminué jusque dans les années 1990 avec une valeur minimale à 42%, puis s'est stabilisée voire remonte depuis, atteignant 48% en 2015. Quant à la participation aux votations, elle est soumise à de fortes fluctuations liées aux enjeux des scrutins. En baisse jusque dans les années 1980, puis relativement stable, la participation croît très légèrement (44% en 2018 contre 43% dans les années 1990 et 40% dans les années 1980).

Comptes des administrations publiques¹ en milliards de francs

	Recettes			Dépenses			Solde		
	2000	2010	2017	2000	2010	2017	2000	2010	2017
Total²	164,4	193,9	221,6	152,6	191,4	216,0	11,8	2,5	5,6
Confédération	52,0	63,5	73,0	48,2	60,3	68,9	3,8	3,1	4,1
Cantons	63,2	77,3	89,2	60,3	76,1	88,2	2,8	1,2	1,0
Communes	42,1	42,7	48,0	40,6	43,2	48,4	1,5	-0,5	-0,3
Assurances sociales	44,9	54,4	63,5	41,6	55,8	62,6	3,4	-1,4	0,9

1 Selon le modèle SF (national)

2 Doubles imputations non comprises dans le total

Dettes des administrations publiques¹ en milliards de francs

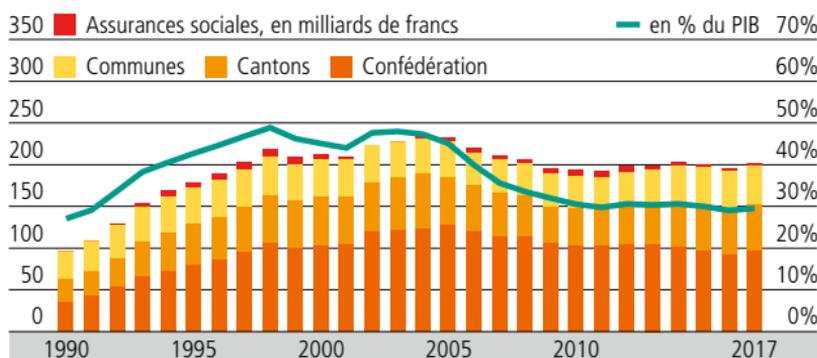
	1990	2000	2010	2015	2016	2017
Total²	96,9	207,0	185,6	196,4	191,5	197,3
Confédération	36,6	104,5	104,0	98,2	92,7	97,1
Cantons	26,9	58,0	43,4	54,9	55,8	56,4
Communes	33,4	44,4	39,6	44,5	44,4	45,2
Assurances sociales	-	5,7	7,4	2,6	2,6	2,2

Par habitant, en francs³ 14 343 28 731 23 584 23 583 22 745 23 257

1 Selon le modèle SFP (international)

2 Doubles imputations non comprises dans le total

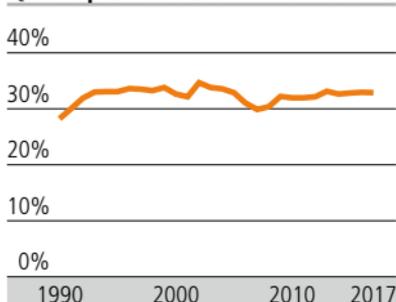
3 Aux prix courants

Dettes des administrations publiques

La quote-part de l'Etat mesure les dépenses des administrations publiques en pourcent du produit intérieur brut (PIB). Elle inclut les dépenses de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que celles des assurances sociales publiques.

Malgré une augmentation considérable de ces dépenses depuis 1970, la Suisse est très bien placée en comparaison internationale: elle a une quote-part de l'Etat

parmi les plus basses de tous les pays de l'OCDE. La plupart des pays européens présentent une quote-part considérablement plus élevée.

Quote-part de l'Etat en % du PIB

Le taux d'endettement suisse au sens de Maastricht est lui aussi relativement bas comparé aux autres pays membres de l'OCDE. Cependant, il a progressé de manière continue entre 1990 et 2003. Grâce à la reprise conjoncturelle observée jusqu'à la première moitié de 2008, à la redistribution des réserves d'or excédentaires de la Banque nationale suisse et à diverses mesures structurelles (programme d'allègement budgétaire, freins aux dépenses et à l'endettement etc.), les ménages publics ont vu leurs dettes se réduire continuellement de 2005 à 2011. L'endettement a quelque peu augmenté temporairement en 2012 avant de diminuer à nouveau dès 2015. À la fin de 2016, le taux d'endettement était de 29%.

Recettes des administrations publiques¹

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2015	2016
Total	193,9	214,6	215,7
Recettes ordinaires	193,9	213,9	215,1
Recettes d'exploitation	183,0	203,6	204,9
Recettes fiscales	161,5	180,2	182,7
Patentes et concessions	3,9	3,7	2,6
Compensations	16,6	18,2	18,1
Recettes diverses	0,4	0,9	0,8
Recettes de transfert	0,5	0,7	0,7
Recettes financières	8,8	8,2	8,0
Recettes d'investissement	2,1	2,2	2,1
Recettes extraordinaires	0,0	0,6	0,6
Revenus extraordinaires	0,0	0,5	0,4
Recettes d'investissements extraordinaires	0,0	0,1	0,3

¹ Selon le modèle SF (national)

Dépenses des administrations publiques par fonction¹

en milliards de francs. Après déduction des montants comptés à double

	2010	2015	2016
Total	191,5	213,0	212,9
Administration générale	13,9	18,7	15,9
Ordre et sécurité publique, défense	14,5	16,1	16,3
Formation	32,7	36,8	37,2
Culture, sport et loisirs, église	5,0	5,4	5,6
Santé	11,4	14,3	14,7
Sécurité sociale	75,3	83,8	86,2
Trafic et télécommunications	16,6	16,9	16,7
Protection de l'environnement et aménagement du territoire	5,9	6,1	6,1
Economie publique	7,6	8,8	8,3
Finances et impôts	8,7	6,1	5,9

¹ Selon le modèle SF (national)

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Administration et finances publiques

► www.efv.admin.ch → Thèmes → Statistique financière

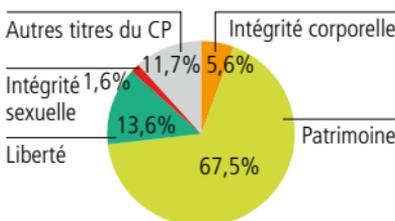
Dans le domaine de la criminalité, les chiffres ne reflètent que partiellement la réalité des comportements. D'une part, les normes pénales et les sanctions suivent l'évolution de la société. D'autre part, ces chiffres dépendent largement des ressources en personnel, des priorités et de l'efficacité de la police et de la justice ainsi que de la propension de la population à dénoncer les actes délictueux. Il est en général difficile de déterminer les facteurs à l'origine des variations enregistrées en matière de criminalité.

Dénonciations

En 2017, la statistique policière de la criminalité a recensé un total de 439 001 infractions relevant du Code pénal (CP), 80 074 infractions de la loi sur les stupéfiants (LStup) et 38 054 infractions de la loi sur les étrangers (LEtr). Le taux d'élucidation atteignait 95% pour les homicides et 22% pour les infractions contre le patrimoine.

Dans le domaine de la violence domestique, 17 024 infractions ont été enregistrées. La moitié de ces infractions s'est produite dans une relation de couple. La ventilation des prévenus selon la nationalité et le type d'autorisation de séjour montre que les personnes de nationalité suisse représentaient une part de 48% parmi les prévenus pour infraction au CP et de 56% parmi ceux pour infraction à la LStup. Dans ces deux catégories de prévenus, les personnes étrangères domiciliées en Suisse formaient une part respective de 31% et 23%; autrement dit, une proportion importante de la délinquance des étrangers était «importée» (CP: 21%, LStup: 22%). Dans le domaine de la loi sur les étrangers, 83% des prévenus ne résidaient pas en Suisse.

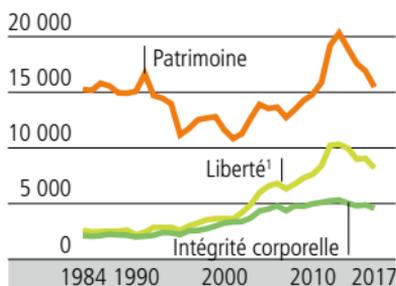
Infractions selon le titre du Code pénal, en 2017



Condamnations

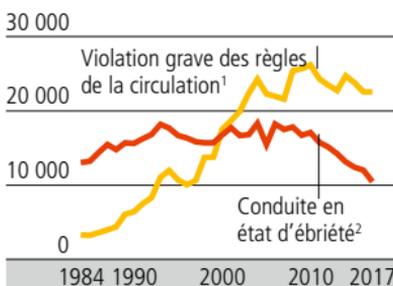
Jusqu'au milieu des années 1980, on dénombrait chaque année un peu plus de 45 000 condamnations d'adultes. Ce chiffre a entretemps plus que doublé et se situe à environ 105 000 en 2016. L'évolution est très variable selon la loi en vertu de laquelle les condamnations ont été prononcées. Le nombre de condamnations selon le CP a enregistré une diminution de 15% depuis le pic de 2013. Sur une période de temps plus longue, l'intensification des contrôles a conduit à un plus grand nombre de condamnations selon la loi sur la circulation routière (LCR). Toutefois, celui-ci a diminué de 6% depuis 2014. Dans le domaine de la loi sur les stupéfiants, la situation est stable depuis plusieurs années. Depuis 2013, le nombre de condamnations pour infractions à la loi sur les étrangers est tombé de 12% pour se situer à 17 000 en 2017.

Choix d'infractions CP



1 Menace, contrainte, traite d'êtres humains, séquestration et enlèvement, prise d'otage, violation de domicile

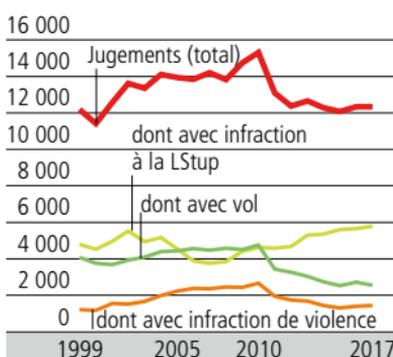
Choix d'infractions LCR



1 Art. 90 ch. 2 LCR
2 Avec un taux d'alcool qualifié (Art. 91, al. 1, 2^e phrase LCR)

Jugements pénaux des mineurs

Le nombre de jugements pénaux prononcés contre les mineurs montre un net recul dans les années 2011 et 2012 (-19%). La tendance est plutôt à la hausse pour les infractions à la LStup. Le nombre de condamnations pour vols et infractions de violence a considérablement diminué.



Privation de liberté

Il existait en Suisse 106 établissements (le plus souvent de petite taille) de privation de liberté en 2017, comptant au total 7468 places. Au jour de référence, le 6 septembre 2017, 6863 places étaient occupées. Le taux d'occupation se montait à 92%. Sur les 6863 personnes incarcérées, 69% exécutaient une peine, 24% se trouvaient en détention provisoire, 4% étaient détenues pour des mesures de contrainte conformément à la loi sur les étrangers et les 3% restants l'étaient pour d'autres raisons.

Effectifs selon le type de détention

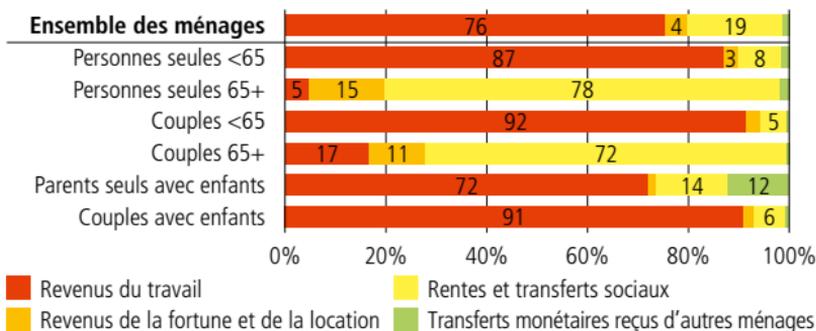


Récidive

Le taux de recondamnation des adultes condamnés pour crimes et délits se situait à 20% en 2013, pour une période d'observation de 3 ans (autrement dit jusqu'en 2016); il était de 27% chez les condamnés mineurs. Les taux de recondamnation les plus faibles ont été observés parmi les personnes n'ayant eu aucune condamnation antérieure (adultes : 13%, adolescents : 21%).

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Criminalité et droit pénal

Composition du revenu brut selon le type de ménage, 2012–2014



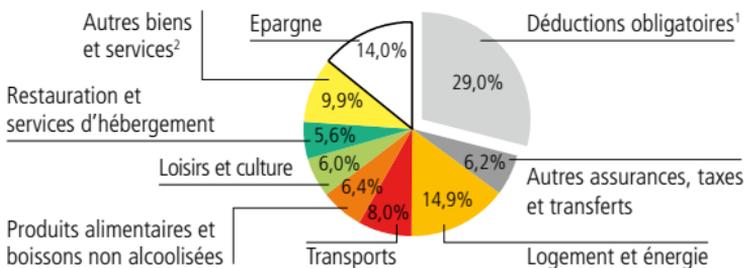
Budget des ménages: revenus

Si l'on considère l'ensemble des ménages, les revenus du travail forment l'essentiel (76%) du revenu des ménages. Viennent ensuite les rentes provenant des premier et deuxième piliers ainsi que les autres prestations sociales, avec une part de 19%. La part restante est constituée des revenus de la fortune et des transferts issus d'autres ménages. Le tableau est plus différencié si l'on s'intéresse à la composition du revenu des ménages selon le type de ménage. A titre d'exemple, si les revenus des ménages composés de personnes de 65 ans ou plus proviennent certes en majorité de rentes, les revenus du travail et ceux de la fortune jouent cependant un rôle non négligeable. Les revenus issus de transferts d'autres ménages représentent une importante source de revenus uniquement pour certains types de ménage, comme les ménages monoparentaux (part moyenne de 12%).

Budget des ménages: dépenses

La composition des dépenses varie moins. Les dépenses obligatoires forment le poste le plus important, avec une part de 29% du revenu brut. Dans les dépenses de consommation, celles consacrées au logement arrivent en tête (15%). Les dépenses pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, pour les transports ainsi que pour les loisirs et la culture constituent d'autres postes de dépenses importants. Après déduction de toutes les dépenses, il reste en moyenne 14% du revenu brut comme montant à épargner. Mais les différences sont parfois considérables selon le type de ménage. Les ménages de personnes de 65 ans ou plus épargnent moins en moyenne que les ménages composés de personnes plus jeunes. Parfois, ils dépensent même davantage que ce dont ils disposent. Autrement dit, ils financent une partie de leurs dépenses en puisant dans leur fortune.

Composition du budget des ménages, 2012–2014



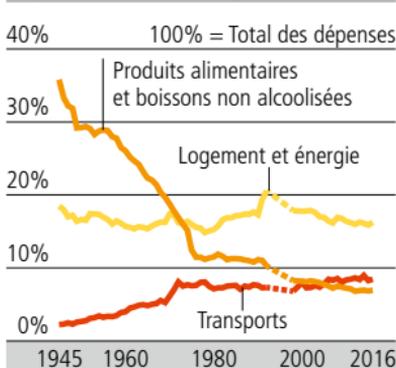
¹ Impôts, cotisations aux assurances sociales, primes de l'assurance-maladie de base, transferts monétaires versés à d'autres ménages

² Moins les revenus sporadiques

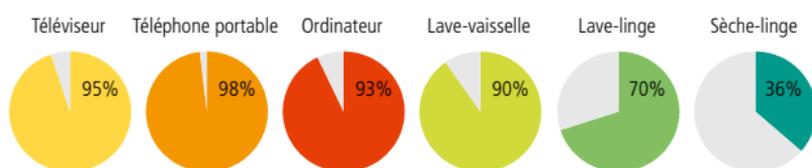
Les dépenses des ménages au fil du temps

La composition des dépenses des ménages s'est fortement modifiée au fil du temps. Ces changements sont nettement plus importants que les différences entre les ménages aujourd'hui. Ainsi, la part des dépenses pour les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées représentait 35% de l'ensemble des dépenses en 1945, contre 7% actuellement. A l'inverse, la part des dépenses pour les transports, par exemple, s'est accrue dans cet intervalle, passant de 2% à 8%.

Evolution d'une sélection de dépenses des ménages



Equipement en biens de consommation, en 2016

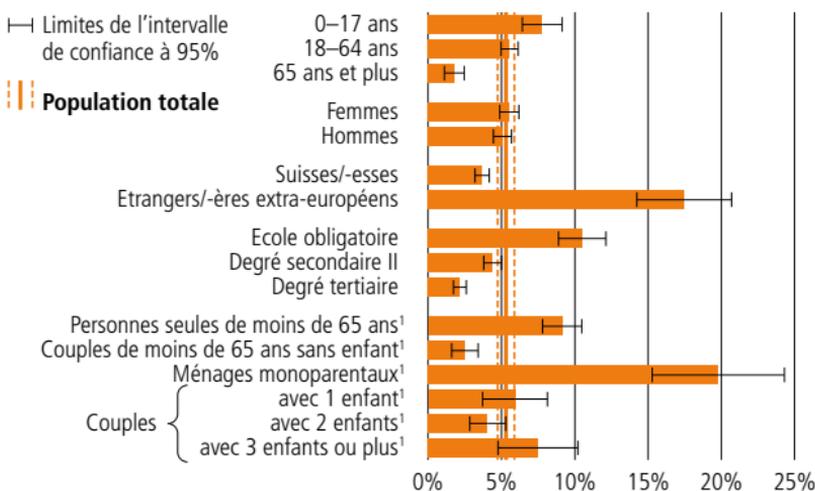


Equipement en biens de consommation

Si l'on détermine l'équipement des ménages sur la base d'une sélection de biens de consommation durable, on constate que les ménages en Suisse sont très bien lotis dans le domaine des technologies de l'information. 93% des personnes vivent dans un ménage équipé d'un ordinateur et 98% dans un ménage équipé d'un téléphone portable. Ces parts sont en constante augmentation: en 1998, seules 55% des personnes vivaient dans un ménage équipé d'un ordinateur. Les parts progressent aussi dans le domaine des appareils électroménagers, notamment pour les lave-vaisselle, les lave-linge et les sèche-linge. En 2016, plus de 90% des personnes disposaient d'un lave-vaisselle à la maison, contre seulement 61% en 1998.

Taux de privation matérielle

selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2016



¹ Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Privations matérielles

Ne pas posséder un bien durable ne signifie pas obligatoirement avoir dû y renoncer pour des raisons financières. En 2016, moins de 2% des personnes vivant en Suisse doivent renoncer à un ordinateur pour de telles raisons. Pour ce qui est d'une voiture à usage privé, cette proportion s'élève à près de 6%. Une des privations les plus fréquentes est liée à l'absence de réserves financières: 22% des personnes vivant dans un ménage privé n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue d'un montant de 2500 francs. Viennent ensuite les privations liées aux nuisances perçues par rapport au logement et à ses alentours: 18% de la population considère subir des nuisances sonores provenant des voisins ou de la voie publique, 11% des problèmes de délinquance, de violence ou de vandalisme et 13% vit dans un logement trop humide. En outre, 9% de la population n'a pas les moyens de s'offrir chaque année une semaine de vacances hors de son domicile.

Pauvreté monétaire et risque de pauvreté

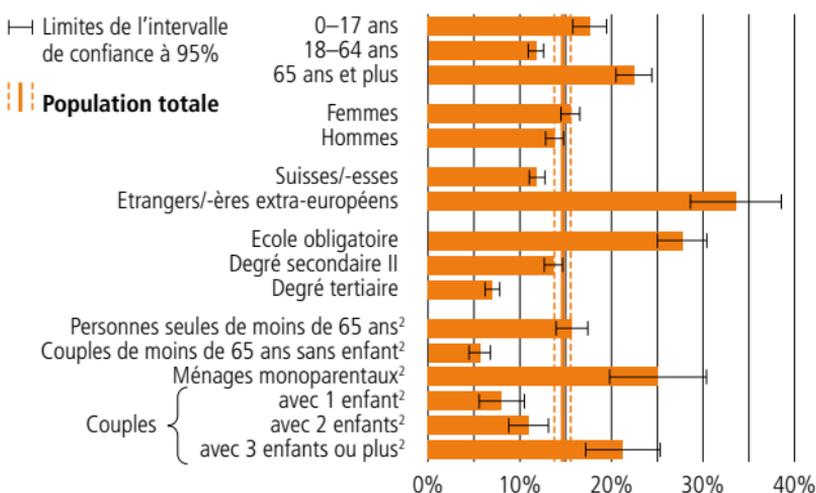
En 2016, 7,5% de la population résidente permanente vivant en ménage privé était touchée par la pauvreté, soit 615 000 personnes. Le seuil de pauvreté moyen était de 2247 francs par mois pour une personne seule et de 3981 francs par mois pour un ménage de deux adultes avec deux enfants. Selon le concept relatif du risque de pauvreté, la part de la population touchée par le risque de pauvreté était de 14,7%, soit environ 1 202 000 personnes. Le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane du revenu disponible équivalent) était, pour une personne seule, de 2483 francs par mois et, pour deux adultes avec deux enfants, de 5214 francs.

La pauvreté des personnes actives occupées

Les personnes vivant dans un ménage à forte participation au marché du travail présentent en général les taux de pauvreté les plus faibles. Le fait d'être bien intégré dans la vie active offre déjà une protection efficace contre la pauvreté. Il reste qu'en 2016, 140 000 personnes, soit 3,8% de la population active occupée, étaient touchées par la pauvreté alors qu'elles avaient un emploi. La pauvreté chez les actifs occupés peut s'analyser surtout en termes de sécurité et d'insécurité professionnelle (à long terme): la pauvreté est plus fréquente lorsque les conditions de travail et les formes d'emploi sont nettement ou tendanciellement peu sûres.

Taux de risque de pauvreté¹

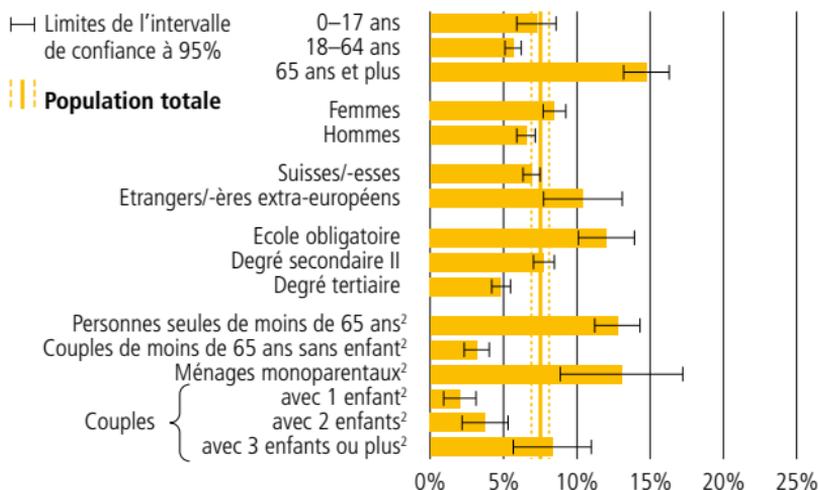
selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2016



¹ Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

² Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Taux de pauvreté¹ selon différentes caractéristiques sociodémographiques, en 2016



¹ Calculé sur la base des revenus, sans prise en compte de la fortune éventuelle

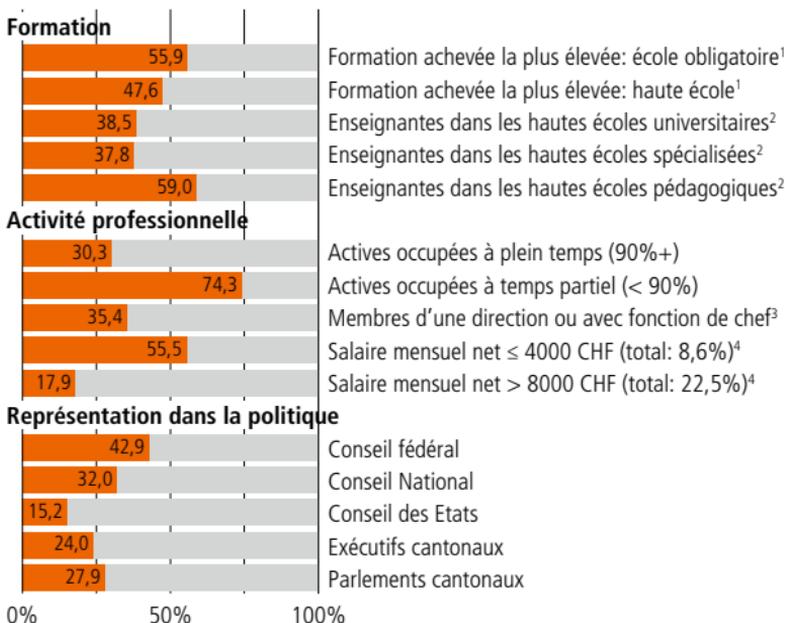
² Personnes vivant dans un ménage qui présente ces caractéristiques

Inégalités de répartition des revenus

Les inégalités de répartition des revenus sont évaluées sur la base du revenu disponible équivalent. Ce dernier se calcule en retirant les dépenses obligatoires du revenu brut du ménage et en divisant le revenu disponible ainsi obtenu par la taille d'équivalence du ménage. Le revenu disponible équivalent est donc un indice du niveau de vie des personnes, indépendamment du type de ménage dans lequel elles vivent. En 2016, les 20% les plus riches disposent d'un revenu disponible équivalent moyen 4,2 fois supérieur à celui des 20% les plus pauvres.

Chiffres clés concernant l'égalité entre femmes et hommes

Part des femmes en % (dernier état disponible 2016-2019)



¹ Population résidante de 25 à 64 ans

² Professeures, autres enseignantes, assistantes et collaboratrices scientifiques

³ Saliariées

⁴ Saliariées occupées à plein temps, économie totale

► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population

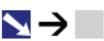
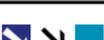
Monitoring des objectifs de l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 des Nations Unies constitue un nouveau cadre de référence mondial qui guide l'action de la Suisse en matière de développement durable. Le système d'indicateurs MONET a été étendu de manière à suivre la mise en œuvre en Suisse des 17 objectifs de cet Agenda. Vingt-trois indicateurs, particulièrement significatifs, ont été désignés «indicateurs-clés». Dix-sept d'entre eux, un par objectif, sont présentés ci-après.

Tendance:

- Positive (vers l'objectif de développement durable)
- Négative (contraire à l'objectif de développement durable)
- Indifférente

-  Evolution visée
-  Evolution observée

Objectif 1: Pas de pauvreté Le taux de pauvreté n'évolue pas de manière significative	
Objectif 2: Faim «zéro» Le bilan d'azote de l'agriculture diminue	
Objectif 3: Bonne santé et bien-être Les années potentielles de vie perdues diminuent	
Objectif 4: Education de qualité Les compétences en lecture des jeunes s'améliorent	
Objectif 5: Egalité entre les sexes L'écart salarial entre femmes et hommes se réduit peu à peu	
Objectif 6: Eau propre et assainissement Pas de modification notable des nitrates dans les eaux souterraines	
Objectif 7: Energie propre et d'un coût abordable La part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie augmente	
Objectif 8: Travail décent et croissance économique Pas de modification notable du taux de jeunes ni en emploi, ni en formation	
Objectif 9: Industrie, innovation et infrastructure L'intensité matérielle diminue	
Objectif 10: Inégalités réduites La distribution des revenus entre les plus riches et les plus pauvres n'évolue pas de manière significative	
Objectif 11: Villes et communautés durables Pas de modification notable dans la part des coûts du logement dans le budget des ménages les plus pauvres	
Objectif 12: Consommation et production responsables La production totale de déchets urbains augmente	
Objectif 13: Mesures contre les changements climatiques La diminution des émissions de gaz à effet de serre ne correspond pas entièrement à celle qui serait nécessaire pour atteindre l'objectif fixé	
Objectif 14: Vie aquatique La charge d'azote exportée dans le Rhin à Bâle diminue	
Objectif 15: Vie terrestre Les populations d'oiseaux nicheurs qui sont menacées de disparaître diminuent	
Objectif 16: Paix, justice et institutions efficaces Le nombre de victimes d'infractions de violence grave diminue	
Objectif 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs L'aide publique au développement augmente	

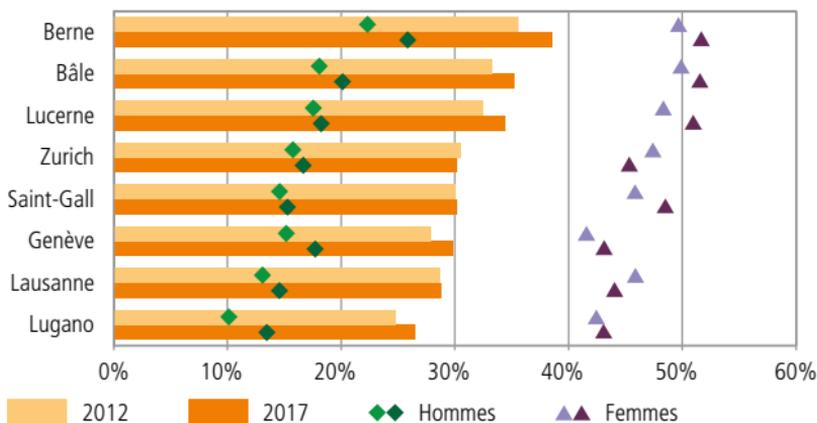
► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Développement durable

City Statistics: la qualité de vie dans les villes

Le projet «City Statistics» (anciennement Audit urbain) a repris le concept de l'OCDE de la qualité de vie et l'a adapté pour les villes suisses de City Statistics. Deux indicateurs sont représentés ici à titre d'exemple.

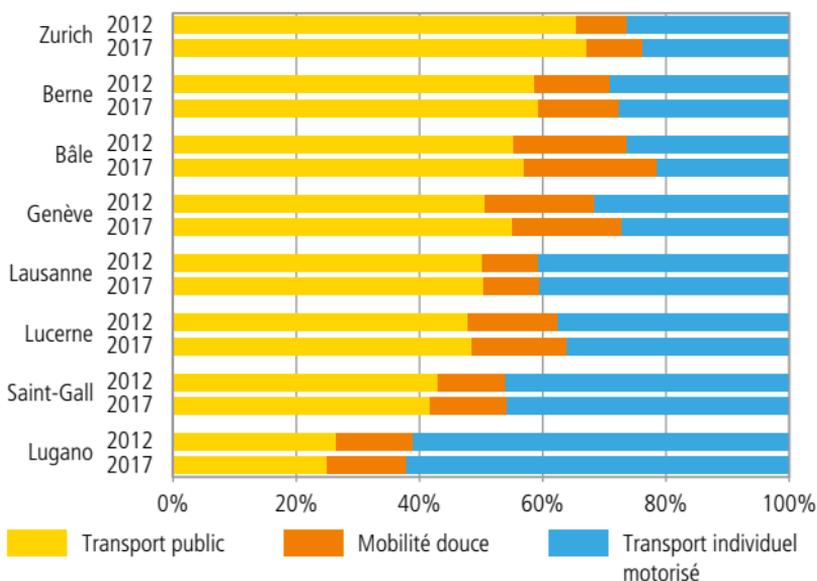
Travail à temps partiel

Part des personnes actives occupées ayant un taux d'occupation < 90%



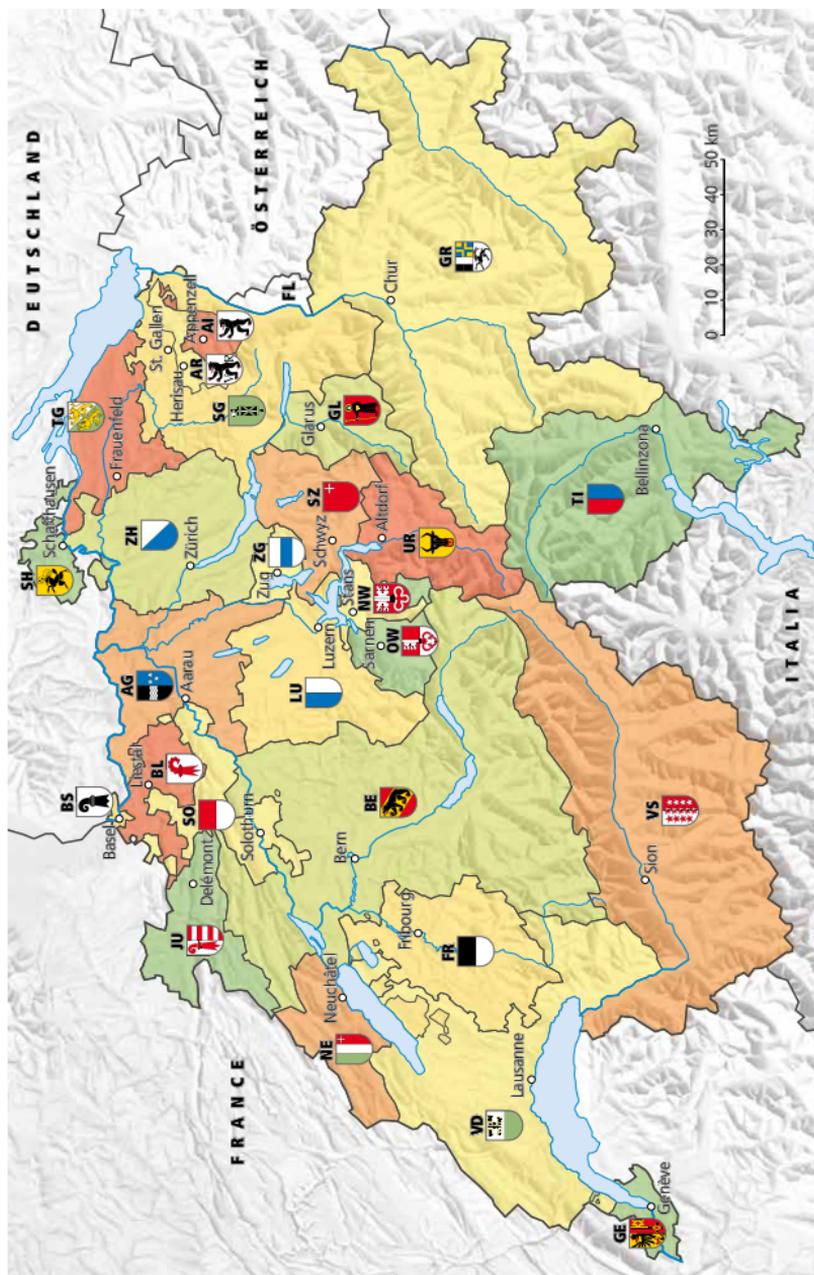
Choix du moyen de transport

Pour le trajet domicile – travail



► www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → City Statistics (Audit urbain)

La Suisse et ses cantons



26 cantons
143 districts
2212 communes

Etat 1.1.2019

o Chef-lieu de canton

Abréviations des cantons: cf. tableau page 4

Annuaire statistique de la Suisse 2019

Ouvrage de référence de la statistique suisse par excellence, l'Annuaire statistique de la Suisse décrit toutes les facettes de la situation sociale et économique de la Suisse et contient des tableaux et des aperçus illustrés sur tous les thèmes de la statistique publique. Cet ouvrage bilingue allemand-français donne par ailleurs une vue d'ensemble des principales informations statistiques en anglais et en italien. Un chapitre de cartes séparé est consacré aux nouveaux résultats de la statistique de la superficie de la Suisse.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 672 pages reliées, Fr. 120.–. Disponible en librairie ou sur le site de NZZ Libro. e-mail: nzz.libro@nzz.ch



Atlas graphique et statistique de la Suisse 1897–2017

L'«Atlas graphique et statistique de la Suisse» publié en 1897 par le Bureau fédéral de statistique constitue un point d'orgue de la statistique en Suisse, alors qu'elle en était encore à ses balbutiements. Ce remarquable ouvrage sur la réalité de la société suisse à la fin du 19^e siècle est le premier atlas à avoir présenté des informations à l'échelle de la Suisse sur plusieurs thèmes statistiques. À l'occasion du 125^e anniversaire de l'Annuaire statistique de la Suisse 2018, l'Office fédéral de la statistique a décidé de célébrer également l'histoire de l'atlas, en en joignant un exemplaire facsimilé à l'annuaire 2018, complété de cartes actuelles.

Édité par l'Office fédéral de la statistique, 64 pages reliées, Fr. 34.– (TVA excl.). L'atlas peut être commandé séparément. Disponible auprès de l'Office fédéral de la statistique. e-mail: order@bfs.admin.ch



Le Portail Statistique Suisse www.statistique.ch, entièrement adaptatif pour les supports mobiles, contient l'ensemble de l'offre en ligne de l'OFS, notamment les communiqués de presse, publications, résultats détaillés actualisés en permanence sous forme d'indicateurs, graphiques, infographiques, tableaux et cubes de données interactives à télécharger, ou encore les cartes et atlas produits par l'OFS. On y accède via la rubrique «Catalogues et banques de données» sous «Trouver des statistiques». Le site existe en allemand, français, italien et anglais, et propose en outre des informations générales en romanche.



Autres sources d'informations:

- Recevez les communiqués de presse de l'OFS par courrier électronique, gratuitement et dès leur parution. Pour s'abonner: www.news-stat.admin.ch
- Quoi de neuf sur le portail statistique? Les publications les plus récentes de l'OFS classées par thèmes: www.statistique.ch → Actualités → Quoi de neuf?
- Le Centre d'information statistique de l'OFS répond à vos questions: tél. +41 58 463 60 11 ou e-mail: info@bfs.admin.ch